

Courrier du C.V.P.R.

Bulletin du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

JANVIER • FÉVRIER • MARS • 2019 • N° 72



Manifestation en Israël après la loi fondamentale du 19 juillet 2018 !

Editorial

LA FIN DU COMMENCEMENT !

Au lendemain des « Accords d'Oslo », naïvement persuadé de l'honnêteté des dirigeants israéliens, j'avais écrit dans le Forum du journal La Croix deux articles favorables à ces accords. Reprenant la citation de Winston Churchill, le 10 novembre 1942, au lendemain de la victoire d'El Alamein : « *Ce n'est pas la fin. Ce n'est même pas le commencement de la fin. Mais c'est peut-être la fin du commencement* », j'avais retenu les deux premières assertions comme titre pour ces articles, le premier le 9 octobre 1993, le deuxième en juin 1994, après les « Accords de Taba ». J'espérais écrire la troisième assertion en faveur des Palestiniens, qui devaient trouver une « *autorité intérimaire de l'autonomie (...) pour une période transitoire n'excédant pas cinq ans (...) menant à un arrangement permanent basé sur les résolutions 242 et 338 du CDS de l'ONU* »

J'évoquais la déclaration de Shimon Pérès, ministre israélien des Affaires Etrangères, après la signature, le 13 septembre 1993, de la « *Déclaration de principe sur des arrangements intérimaires d'autonomie* » : « *Ce que nous faisons aujourd'hui est plus qu'une signature, c'est une révolution. Les peuples israéliens et palestiniens, qui ont combattu pendant près d'un siècle, se sont accordés à s'engager, de façon décisive sur le chemin du dialogue, de la compréhension et de la coopération* ». Oubli de la réalité de l'idéologie sioniste, ou, plus simplement, affirmation hypocrite de Shimon Pérès pour tromper l'adversaire ?

Quoiqu'il en soit, je n'ai jamais pu écrire la troisième assertion de W. Churchill...

SOMMAIRE

- En 2018, Israël a enfin tombé le masque !
Par Gidéon Levy p. 3
- A propos des sémites et des antisémites des sionistes et des antisionistes
Par Shlomo Sand p. 4-5-6
- Le jeu dangereux de Netanyahu avec la mémoire de la Shoah
Par Jean-Pierre Filiu p. 6-7
- La force de la campagne de lobbying pour introduire l'antisémitisme dans la législation antiraciste de chaque Etat membre de l'U.E.
Par Michèle Sibony p. 7-8
- Extraits d'une interview de Rony Brauman p. 8
- La dénucléarisation du Moyen-Orient
Par Bernard Ravenel p. 9-10
- Augmentation de 3 % du nombre de juifs en Cisjordanie occupée p. 10
- Dossier : Assemblée Générale et conférence de Michel Warschawski** p.11/22
- BDS la campagne en France et dans le monde p. 23
- Le combat sur l'Eurovision en Israël
Par Thomas Cantaloube p. 24
- Entre Israël et les juifs américains, chronique d'un divorce assumé
Par Juliette Rech p. 25
- Propos de Trump sur le Golan occupé et dénonciation par les pays arabes et l'U.E. p. 26
- Israël au secours de l'Arabie Saoudite
Par Bob Woodward p. 27
- Lettres à A. Finkelkraut et au Président de la République p. 28
- Lettre du Chef de cabinet du Président de la République p. 29
- Courrier des lecteurs p. 30
- Livres p. 31/32

Dès maintenant, notez la date du SAMEDI 16 NOVEMBRE 2019

Nous organisons à Paris, en partenariat avec le site ORIENT XXI

un nouveau colloque au Palais du Luxembourg « Israéliens et Palestiniens contre l'apartheid »

N'oubliez pas de régler votre cotisation 2019

En effet, occupation ; colonisation ; humiliation ; répression ; arrestations ; discrimination ; démolition de maisons ; assassinats ciblés ; arrachage de milliers d'oliviers ; mur de l'apartheid ; routes de contournement pour les colons ; annexion de Jérusalem proclamée « capitale éternelle et indivisible d'Israël » ; Gaza, devenu depuis 2007 une « prison à ciel ouvert », meurtrie par trois guerres successives ; victime depuis un an de meurtres de manifestants non violents, par des snipers « jouant » au tir au pigeon ; politique d'apartheid, *de facto*, aussi bien en Palestine occupée que dans l'Etat israélien lui-même, aujourd'hui *de jure*, après la Loi fondamentale du 19 juillet 2018 définissant Israël comme « Etat-nation du peuple juif », telle a été la politique des dirigeants israéliens depuis l'assassinat de l'un des leurs, le 5 novembre 1995, par leur haine du « traître des Accords », le Premier ministre Y. Rabin – encore que ce dernier, quant à la reconnaissance de l'Etat palestinien proclamé le 15 novembre 1988, n'avait pas hésité à écrire : « Yasser Arafat peut toujours rêver ». Sans commentaire.

Et bien, j'emprunterai aujourd'hui la troisième assertion de W. Churchill pour évoquer la présente situation de l'Etat israélien, ce d'autant plus qu'en marge du Forum Économique Mondial de Davos, en janvier 2018, le président Donald Trump, s'exprimant à côté du Premier ministre israélien a modifié, pour ne pas dire a rayé de la carte, les règles d'un éventuel processus de paix israélo-palestinien en déclarant « nous avons retiré Jérusalem de la table des négociations, donc nous n'avons plus à en discuter » !

Alors, désormais, quid du devenir d'Israël ?

Ses dirigeants, Benyamin Netanyahou en tête, mènent actuellement une politique nationale sioniste qui est suicidaire pour le pays : ils s'opposent ouvertement à l'indépendance de l'Etat palestinien et envisagent, bien au contraire, de l'annexer purement et simplement. Il n'y a plus que les dirigeants occidentaux qui croient encore à deux Etats ! (C f. page 26 la réponse de l'Elysée).

Un seul Etat demain ? Ce sera un jour, plus ou moins proche, le triomphe de l'option binationale envisagée par le Livre blanc britannique en 1939.

Mais quid alors du sionisme ? Avraham Burg, ancien président de la Knesset, a répondu à la question d'une manière prémonitoire, dans *Le Monde* du 11 septembre 2003 : « La révolution sioniste reposait sur deux piliers : la soif de justice et une équipe dirigeante soumise à la morale civique. L'une et l'autre ont disparu. La nation israélienne n'est plus aujourd'hui qu'un amas informe de corruption, d'oppression et d'injustice. La fin de l'aventure sioniste est à notre porte... ».

N'est-ce pas criant lorsque l'on voit Benyamin Netanyahou, visé par une triple procédure d'inculpation, décidé coûte que coûte à rester au pouvoir, aller jusqu'à faire alliance pour les élections du 9 avril prochain, avec un parti raciste, *Force juive*, héritier du rabbin Meir Kahane, le père du parti Kach, classé comme organisation terroriste aux Etats-Unis ! Lorsqu'on le voit, aussi, courtoiser en Europe des gouvernements nationalistes de droite, racistes et antisémites !

Dans son orgueil démesuré, son appétit du pouvoir, le Premier ministre et ses thuriféraires « mènent le pays à un Etat d'apartheid » écrivait feu Uri Avnery (1) : « Il n'y a aucune autre possibilité. L'Etat-Nation juif de la mer Méditerranée au désert, avec une majorité arabe, qui augmentera inexorablement, jusqu'à ce que l'équilibre du pouvoir au sein de l'Etat bascule, que la situation internationale change, et que la volonté du « peuple élu » faiblisse. C'est arrivé dans l'histoire à maintes reprises et cela nous arrivera. L'Etat juif se transformera en Etat binational, avec une minorité juive, qui se réduira du fait que les Juifs ne voudront pas vivre dans un tel pays »

Oui, un Etat, deux Etats, nous sommes bien à la veille du « commencement de la fin du sionisme » !

Maurice BUTTIN, président du CVPR PO

(1) Sur le site de Gush Shalom le 26 mai 2018.

DIXIT

Yeshayahou LEIBOVITZ (1)

« Ces juifs qui ont perdu contact avec le judaïsme n'ont plus qu'une conscience abstraite de leur judéité. Et celle-ci peut avoir, dans l'histoire réelle, des effets pernicieux, on l'a bien vu en Israël, depuis la création de l'Etat, qui n'est nullement un Etat juif, autrement dit conforme aux prescriptions de la loi juive ».

« La glorieuse victoire militaire de la guerre des six jours fut en réalité une calamité pour l'Etat d'Israël. Depuis 1967, celui-ci est devenu un appareil d'oppression sur un autre peuple. Ses énergies sont tendues vers ce seul but : perpétuer l'oppression. Il est urgent d'en finir. Il est urgent de comprendre que sur cette terre que nous appelons Eretz Israël et que les Arabes appellent Palestine coexistent deux peuples dont chacun a la plus profonde conscience que ce pays est son pays. Voilà pourquoi, il n'y a qu'une seule solution : le partage ».

Extraits d'un entretien paru dans le journal *Le Monde* du 13 octobre 1992.

(1) Décédé en 1994. Scientifique brillant, considéré comme l'un des intellectuels les plus prestigieux de son pays, et l'une de ses personnalités les plus controversées pour ses avis tranchés sur la morale, l'éthique, la politique et la religion. Sa nomination au prix Israël en 1992 souleva une polémique. Il refusa de le recevoir.

EN 2018, ISRAËL A ENFIN TOMBÉ LE MASQUE !

Par Gideon LÉVY ⁽¹⁾



Gideon Lévy annonce les sombres perspectives pour les Palestiniens qui vont se préciser en 2019. Il explique pourquoi « *L'état d'apartheid arrive, de jure, et plus seulement de facto.* » (Extraits)

Ce serait une erreur de considérer séparément chaque nouvelle initiative législative, si drastique et antidémocratique soit-elle. Chacune fait partie d'une série calculée, fatale et dangereuse. Son objectif : l'annexion formelle des territoires, en commençant par la zone C.

Jusqu'ici, la fondation en a été faite sur le terrain, de manière pratique. La Ligne verte a été effacée il y a longtemps, les territoires annexés de facto. Mais ce n'était pas suffisant pour la droite, qui a conclu que pour rendre l'occupation permanente, des mesures juridiques et législatives appropriées devaient aussi être prises.

D'abord, ils ont bâti des colonies, où plus de 700 000 Juifs résident maintenant, y compris dans Jérusalem-Est, pour créer une réalité irréversible. Cette entreprise est complète, et la victoire des colons et de leurs soutiens est claire et sans équivoque. Leur objectif, contrecarrer toute perspective d'établir un Etat palestinien dans les territoires occupés en 1967 et enlever la solution à deux Etats de la table de négociations, est maintenant complètement accompli. Ils ont gagné. Maintenant ils ont l'intention de faire que cette réalité irrévocable soit aussi ancrée dans la loi, pour neutraliser l'opposition à l'annexion.

Contre l'opposition

C'est le but principal de chacune des lois discriminatoires et nationalistes votées en 2018 à la 20e Knesset d'Israël. Chacune d'elle vise à contrer les vestiges de l'opposition à l'annexion des territoires. Une résistance était attendue de la part du système juridique d'Israël et aussi des petits restes racornis de l'aile gauche de la société civile. La guerre a été déclarée contre les deux, pour les affaiblir et les vaincre une fois pour toutes, alors que nous approchons de l'annexion. Jusqu'à ce que cela arrive, et si cette tendance continue dans le prochain gouvernement, il n'y aura plus de résistance significative dans la société civile et Israël pourra continuer à mettre en place son nouveau régime.

L'apartheid a été en place dans les territoires depuis longtemps et maintenant il le sera aussi dans les livres de lois. Ceux

qui nient l'apartheid israélien - les pro sionistes qui affirment que contrairement à l'Afrique du Sud, il n'y a pas de lois raciales ou de discrimination institutionnalisées dans la loi en Israël - ne seront plus capables de répandre leurs arguments sans fondements. Quelques-unes des lois votées cette année, et d'autres prévues, minent l'affirmation qu'Israël est une démocratie égalitaire. Pourtant, une telle législation a aussi un côté positif : ces lois et celles à venir arrachent le masque. **Une des plus longues mascarades de l'histoire va s'achever. Israël ne pourra plus se définir comme une démocratie, « la seule au Moyen-Orient ».** Avec des lois comme celles-ci, Israël ne sera plus à même de rejeter le label d'apartheid. Le chéri de l'Occident révélera son vrai visage : ni démocratique, ni égalitaire, ni le seul en Occident. Finis les faux-semblants. (NDLR : souligné par nous). (...)

Couverture légale

Les lois votées cette année ne doivent pas être perçues seulement comme des lois anti-démocratiques, qui mettent en danger la démocratie israélienne, ainsi que la situation est souvent décrite dans les cercles progressistes en Israël. Elles ont pour objectif quelque chose de bien plus dangereux. Elles n'ont pas pour objectif simplement de miner une démocratie fictive, d'imposer encore plus de discriminations aux citoyens palestiniens d'Israël et d'en faire des citoyens de seconde zone de par la loi. Leur intention réelle est de fournir une couverture légale à l'acte d'annexer formellement les territoires au-delà des frontières de souveraineté reconnues de l'Etat d'Israël.

En 2018, Israël s'est approché de la réalisation de ces objectifs. Le calme relatif qui semblait prévaloir dans le pays est trompeur. L'Etat d'apartheid arrive, de jure, et plus seulement de facto.

1er janvier 2019 – Traduction : Catherine G. pour l'Agence Média Palestine

(1) : Gideon Levy est journaliste à Haaretz et membre du comité éditorial du journal.

<http://www.agencemediapalestine.fr/blog/2019/01/02/en-2018-le-masque-disrael-tombe-enfin/>

2018 n'a pas été une bonne année pour Israël. Bien sûr, elle a été bien pire pour les Palestiniens. En surface, ce n'était pas une année spécialement dramatique - juste beaucoup plus d'une situation identique, sans nouvelles guerres majeures et sans beaucoup de sang répandu, si on la compare aux années précédentes. Les choses sont apparues comme gelées sur place. L'occupation a continué sans obstacle et de même l'entreprise de colonisation. Gaza a essayé de résister énergiquement de l'intérieur de sa misérable cage, avec ses pouvoirs dérisoires et limités.

Le monde a détourné les yeux de l'occupation, comme il l'a fait les années passées et il s'est focalisé sur tout autre chose. (...)

Avancer vers une annexion formelle

Ce serait une grave erreur, cependant, de penser que tout est resté identique. En matière d'occupation ou d'apartheid, il n'y a rien qui ressemble à un statu quo, même si cela semble parfois le cas. 2018 a été l'année où une infrastructure juridique a été mise en place pour ce qui était recherché. Lentement et sûrement, une loi après l'autre, une fondation juridique a été établie pour une réalité qui existait en pratique depuis longtemps. Quelques propositions de lois ont provoqué une discussion, parfois une discussion mouvementée - mais cela n'a pas eu de suite.

ANTISIONISME = ANTISEMITISME

L'importance et la dangerosité des propos d'Emmanuel Macron lors du dîner du CRIF le 20 février 2019 ont causé une levée de boucliers, tant à l'étranger (surtout chez les progressistes israéliens) qu'en France.

Nous publions dans ce numéro la réaction très argumentée de Shlomo Sand, une parmi celles venant d'Israël. Hors de ce pays, les réactions ont aussi été très nombreuses et argumentées. Nous ne donnons ici que celle de Jean Pierre Filiu ; un article de Michèle Sibony et des extraits d'une interview de Rony Brauman.

Nous publions aussi la lettre du Président du CVPR PO au Président de la République (page 24) et la réponse de l'Elysée

(page 25). Celle-ci semble envisager, par sa formulation, un certain revirement. Par rapport à l'insoutenable équation « *antisionisme=antisémitisme* » du 20 février, il y est dit : « ... *Nous ne saurions ignorer que derrière l'antisionisme se cache bien souvent l'antisémitisme* ». Sans accepter ce « *bien souvent* », nous devons constater une notable et positive inflexion.

Nous mentionnons par ailleurs les sites où trouver les articles les plus intéressants, en particulier le site d'ORIENT XXI ou celui de l'UJFP.

Beaucoup de place a ainsi été donnée dans ce numéro à cette question, nous obligeant à ne pas accorder attention à la Journée de la Terre en Israël le 30 mars ; à l'occupation perpétuée de la Palestine ; à la *Grande Marche du retour* à Gaza, et ses 250 morts et dizaines de milliers de blessés, qui l'ont accompagnée depuis un an. Espérons que les initiatives malheureuses françaises ne nous obligerons plus à passer sous silence ce qui se passe en Palestine.

À PROPOS DES SÉMITES ET DES ANTISÉMITES, des sionistes et des antisionistes

par Shlomo Sand (1)

Les déclarations d'Emmanuel Macron affirmant le 20 février dernier au dîner du CRIF que la France allait faire une loi intégrant l'antisionisme dans la définition de l'antisémitisme a suscité une très vive réaction et beaucoup d'inquiétudes, en particulier dans les

milieux juifs, tant israéliens que français. Nous publions ci-dessous

celle de Shlomo Sand qui fait à cette occasion une étude très complète sur des notions que des calculs politiques tendent brouiller. Nous publions plus loin des réactions de français montrant les dangers de l'assimilation antisionisme-antisémitisme.



Si toute expression antijuive dans le monde ne cesse de m'inquiéter, j'éprouve un certain écoeurément face au déluge d'hypocrisie et de manipulations orchestré par tous ceux qui veulent désormais incriminer quiconque critique le sionisme. Bien que résidant en Israël, « *Etat du peuple juif* », j'ai suivi de près les débats, en France, sur : antisémitisme et antisionisme. Si **toute expression antijuive dans le monde ne cesse de m'inquiéter, j'éprouve un certain écoeurément face au déluge d'hypocrisie et de**

manipulations orchestré par tous ceux qui veulent désormais incriminer quiconque critique le sionisme.

La définition de l'antisémitisme, perspectives historiques

Commençons par les problèmes de définition. Depuis longtemps déjà, je ressens un malaise non seulement face à la récente formule en vogue : « *civilisation judéo-chrétienne* », mais

aussi face à l'utilisation traditionnelle du vocable : « *antisémitisme* ». Ce terme, comme l'on sait, a été inventé dans la seconde moitié du 19ème siècle par Wilhelm Marr, nationaliste-populiste allemand qui détestait les Juifs. Conformément à l'esprit de cette époque, les utilisateurs de ce terme tenaient pour présupposé de base l'existence d'une hiérarchie des races dans laquelle l'homme blanc européen se situe au sommet, tandis que la race sémite occupe un rang inférieur. L'un des fondateurs de la

« science de la race » fut, comme l'on sait, le français Arthur Gobineau.

De nos jours, l'Histoire un tantinet plus sérieuse ne connaît que des langues sémites (l'araméen, l'hébreu, et l'arabe, qui se sont diffusées au Proche Orient), et ne connaît, en revanche, nulle race sémite. Sachant que les juifs d'Europe ne parlaient pas couramment l'hébreu, qui n'était utilisé que pour la prière, (de même que les chrétiens utilisaient le latin), il est difficile de les considérer comme des sémites.

Faut-il rappeler que **la haine raciale moderne envers les juifs constitue, avant tout, un héritage des églises chrétiennes ?** Dès le quatrième siècle, le christianisme s'est refusé à considérer le judaïsme comme une religion légitime concurrente, et à partir de là, il a créé le fameux mythe de l'exil : les juifs ont été exilés de Palestine pour avoir participé au meurtre du fils de Dieu ; c'est pourquoi, il convient de les humilier pour démontrer leur infériorité. **Il faut pourtant savoir, qu'il n'y a jamais eu d'exil des juifs de Palestine**, et, jusqu'à aujourd'hui, on ne trouvera pas le moindre ouvrage de recherche historique sur le sujet !

Les Juifs un peuple de croyant

Personnellement, je me range dans l'école de pensée traditionnelle qui se refuse à voir les juifs comme un **peuple-race étranger à l'Europe**. Dès le 19ème siècle, Ernest Renan, après s'être libéré de son racisme, avait affirmé que : « *Le juif des Gaules... (n'était), le plus souvent, qu'un Gaulois professant la religion israélite.* » L'historien Marc Bloch a précisé que les juifs sont : « *Un groupe de croyants recrutés, jadis, dans tout le monde méditerranéen, turco-khazar et slave.* ». Et Raymond Aron d'ajouter : « *Ceux que l'on appelle les juifs ne sont pas biologiquement, pour la plupart, des descendants des tribus sémites...* ». La judéophobie s'est, cependant, toujours obstinée à voir les juifs, non pas comme une croyance importante, mais comme une nation étrangère.

Le lent recul du christianisme, en tant que croyance hégémonique en Europe ne s'est pas accompagné, hélas, d'un déclin de la forte tradition judéophobe. Les nouveaux « *laïcs* » ont transformé la haine et la peur ancestrales en

idéologies « *rationalistes* » modernes. **On peut ainsi trouver des préjugés sur les juifs et le judaïsme non seulement chez Shakespeare ou Voltaire, mais aussi chez Hegel et Marx.** Le nœud gordien entre les juifs, le judaïsme et l'argent semblait allait de soi parmi les élites érudites. Le fait que la grande majorité des millions de juifs, en Europe orientale, ait souffert de la faim, et ait vécu en situation de pauvreté, n'a absolument pas eu d'effet sur Charles Dickens, Fiodor Dostoïevski, ni sur une grande fraction de la gauche européenne. Dans la France moderne, la judéophobie a connu de beaux jours non seulement chez Alphonse Toussenel, Maurice Barrès et Edouard Drumont, mais aussi chez Charles Fourier, Pierre-Joseph Proudhon, voire, pendant un temps, chez Jean Jaurès et Georges Sorel.

La naissance du sionisme

Avec le processus de démocratisation, la judéophobie a constitué un élément immanent parmi les préjugés des masses européennes : **l'affaire Dreyfus** a fait figure d'événement « *emblématique* », en attendant d'être surpassée, et de loin, par **l'extermination des juifs** durant la seconde guerre mondiale. **C'est entre ces deux événements historiques qu'est né le sionisme, en tant qu'idée et mouvement.**

Il faut cependant rappeler que jusqu'à la seconde guerre mondiale, la grande majorité des juifs et leurs descendants laïques étaient antisionistes. Il n'y avait pas que l'orthodoxie, forte et organisée, pour s'indigner face à l'idée de précipiter la rédemption en émigrant vers la Terre Sainte ; les courants religieux plus modernistes (réformateurs ou conservateurs), s'opposaient aussi vivement au sionisme. Le Bund, parti laïque en qui se reconnaissait la majorité des « *yiddishophones* » socialistes de l'empire russe, puis de la Pologne indépendante, considérait les sionistes comme des alliés naturels des judéophobes. **Les communistes d'origine juive ne perdaient pas une occasion de condamner le sionisme comme complice du colonialisme britannique.**

Après l'extermination des juifs d'Europe, les rescapés qui n'avaient pas réussi à trouver à temps refuge en Amérique du Nord, ou en URSS, adoucissent leur relation hostile au sionisme, alors même que la majorité des pays occidentaux et du monde communiste

en venait à reconnaître l'Etat d'Israël. Le fait que la création de cet État se soit effectuée, en 1948, aux dépens de la population arabe autochtone ne gêna pas outre mesure. La vague de la décolonisation en était encore à ses prémices, et ne constituait pas une donnée à prendre en compte. Israël était alors perçu comme un Etat refuge pour les juifs errants, sans abri ni foyer.

Le fait que le sionisme ne soit pas parvenu à sauver les juifs d'Europe, et que les survivants aient souhaité émigrer en Amérique, et, malgré la perception du sionisme comme étant une entreprise coloniale au plein sens du terme, n'altèrent pas une donnée significative : le diagnostic sioniste concernant le danger qui planait sur la vie des juifs dans la civilisation européenne du vingtième siècle (nullement judéo-chrétienne !), s'était avéré exact. Théodore Herzl, le penseur de l'idée sioniste, avait, mieux que les libéraux et les marxistes, compris les judéophobes de son époque. Cela ne justifie pas, pour autant, la définition sioniste selon laquelle les juifs forment un peuple race. Cela ne justifie pas davantage la vision des sionistes décrétant que la Terre Sainte constitue la patrie nationale sur laquelle ils auraient des droits historiques. Les sionistes ont, cependant, créé un fait accompli politique, et toute tentative de l'effacer se traduirait par de nouvelles tragédies dont seront victimes les deux peuples qui en ont résulté : les Israéliens et les Palestiniens.

Les Juifs et Israël

Il faut en même temps se souvenir et le rappeler : **si tous les sionistes ne réclament pas la poursuite de la domination sur les territoires conquis en 1967**, et si nombre d'entre eux ne se sentent pas à l'aise avec le régime d'apartheid qu'Israël y exerce depuis 52 ans, **tout un chacun, qui se définit comme sioniste, s'obstine à voir en Israël, au moins dans ses frontières de 1967, l'Etat des juifs du monde entier**, et non pas une République pour tous les israéliens, dont un quart ne sont pas considérés comme Juifs, parmi lesquels 21% sont Arabes.

Si une démocratie est fondamentalement un État aspirant au bien-être de tous ses citoyens (...) Israël, par-delà le pluralisme politique existant, est, en réalité, une véritable ethocratie, à l'instar de ce qu'étaient la Pologne, la Hongrie, et d'autres États d'Europe de l'Est, avant la seconde guerre mondiale.

La tentative du président français Emmanuel Macron et de son parti visant aujourd'hui à criminaliser **l'antisionisme comme une forme de l'antisémitisme s'apparente à une manœuvre cynique et manipulateur**. Si l'antisionisme devenait une infraction pénale, je recommanderais à Emmanuel Macron de faire condamner, à titre rétroactif, le bundiste Marek Edelman, qui fut l'un des dirigeants du ghetto de Varsovie et totalement antisioniste. Il pourrait aussi convier au procès les communistes antisionistes qui, plutôt que d'émigrer en Palestine, ont choisi de lutter, les armes à la main, contre le nazisme, ce qui leur a valu de figurer sur « *l'affiche rouge* ».

Si Macron s'obstine à faire voter une loi considérant l'antisionisme comme une forme de l'antisémitisme...

S'il entend faire preuve de cohérence dans **la condamnation rétroactive de toutes les critiques du sionisme**, Emmanuel Macron devra y joindre ma professeure Madeleine Rebérioux, qui présida la Ligue des Droits de

l'Homme, mon autre professeur et ami : Pierre Vidal-Naquet, et aussi, bien évidemment : Éric Hobsbawm, Edouard Saïd, et bien d'autres éminentes figures, aujourd'hui décédées, mais dont les écrits font encore autorité.

Si Emmanuel Macron souhaite s'en tenir à une loi réprimant les antisionistes encore en vie, **la dite future loi devra aussi s'appliquer aux juifs orthodoxes de Paris et de New-York qui récuse le sionisme**, à Naomi Klein, Judith Butler, Noam Chomsky, et à bien d'autres humanistes universalistes, en France et en Europe, qui s'auto-identifient comme juifs tout en s'affirmant antisionistes.

On trouvera, bien évidemment, nombre d'idiots à la fois antisionistes et judéophobes, de même qu'il ne manque pas de pro-sionistes imbéciles, judéophobes aussi, pour souhaiter que les juifs quittent la France et émigrent vers l'Etat d'Israël. Faudra-t-il les inclure également dans cette grande envolée judiciaire ? Prenez garde, Monsieur le Président, à ne pas vous laisser entraîner dans ce cycle infernal, au moment précis où votre popularité décline !

Pour conclure, je ne pense pas qu'il y ait une montée significative de l'anti-judaïsme en France. Celui-ci a toujours existé, et je crains, hélas, qu'il n'ait encore de beaux jours devant lui. Je n'ai, toutefois, aucun doute sur le fait que l'un des facteurs qui l'empêche de régresser, notamment dans certains quartiers où vivent des gens issus de l'immigration, est précisément la politique pratiquée par Israël à l'encontre des Palestiniens : ceux qui vivent, comme citoyens de deuxième catégorie, à l'intérieur de « *l'Etat juif* », et ceux qui, depuis 52 ans, subissent une occupation militaire et une colonisation brutales

Faisant partie de ceux qui protestent contre cette situation tragique, je soutiens de toutes mes forces la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Palestiniens, et je suis partisan de la « désionisation » de l'Etat d'Israël. Devrai-je, dans ce cas, redouter que ma prochaine visite en France, ne m'envoie devant un tribunal ? (NDLR : souligné par nous)

LE JEU DANGEREUX DE NETANYAHOU avec la mémoire de la Shoah

par Jean-Pierre FILIU

Netanyahou a cru se concilier les populistes européens en instrumentalisant l'histoire de la Shoah, un jeu très dangereux qui ne lui a pas évité la crise avec Varsovie

C'était une manœuvre diplomatique méthodiquement menée depuis juillet 2017 par Netanyahou, invité alors à un sommet du « *Groupe de Visegrad* », associant la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie et la Slovaquie. Le Premier ministre israélien misait sur ses nouveaux alliés populistes pour lever l'hostilité de principe de l'Union européenne (UE) à la colonisation des territoires palestiniens. Il n'hésitait pas à insister sur la communauté des valeurs qui les rassemblait autour du refus d'une immigration d'origine africaine et arabe, immigration que Bruxelles était accusée d'encourager. Pour consolider ce front interne à l'UE, Netanyahou n'avait pas craint d'instrumentaliser l'histoire de la Shoah de manière inédite, un piège qui vient de se refermer sur lui avec la récente crise israélo-polonaise.

Netanyahou contre Yad Vashem

En ce même été 2017, où Netanyahou était l'hôte du « *Groupe de Visegrad* », il avait cautionné une campagne à relents antisémites que son homologue hongrois Viktor Orban avait lancée contre le milliardaire américain George Soros, lui-même un rescapé de la Shoah en Hongrie. Netanyahou et Orban dénonçaient à l'unisson le soutien de Soros aux ONG de défense des droits de l'homme et d'assistance aux réfugiés, leur opposant une « *légitimité* » démocratique que seul le gouvernement en place incarnerait en Israël comme en Hongrie. Cet argumentaire « *illibéral* », partagé entre les deux chefs de gouvernement, s'accompagnait de gestes très chargés de sym-

boles : refus par Orban de rencontrer le moindre dirigeant palestinien lors de sa visite en Israël, en juillet 2018 ; validation par Netanyahou du projet de musée de l'Holocauste, à l'ouverture prochainement prévue dans la banlieue de Budapest, qui exonère le régime collaborationniste, au pouvoir jusqu'en 1944, de toute responsabilité dans l'extermination des Juifs de Hongrie.

L'enjeu de la réécriture de la Shoah, qui a valeur d'appoint dans la relation entre Netanyahou et Orban, est en revanche central dans le rapprochement entre le Premier ministre israélien et son homologue polonais Mateusz Morawiecki, tenant d'une droite dure attachée à la « *réhabilitation* » de l'histoire nationale.

L'adoption par Varsovie d'un dispositif mémoriel très rigide et potentiellement répressif rouvre dans les pires conditions de lourds débats sur la Deuxième guerre mondiale. Netanyahou offre une porte de sortie au chef de gouvernement polonais en signant avec lui,

en juin 2018, un communiqué conjoint faisant l'éloge de la résistance polonaise et de son « mécanisme d'assistance et de soutien systématiques au peuple juif ». Ce document provoque une véritable tempête en Israël. Il est vivement dénoncé, à Jérusalem, par les historiens de la Shoah du mémorial Yad Vashem, pour qui « minimiser le rôle des Polonais dans la persécution des Juifs représente une insulte non seulement à la vérité historique, mais aussi à l'héroïsme des Justes parmi les Nations ». Dans le même esprit, Yad Vashem s'était retiré dès 2014 du projet de musée de l'Holocauste à Budapest, afin de ne pas en cautionner les dérives révisionnistes.

L'Obsession du Grand Mufti

Netanyahu a toujours traité par le mépris l'opposition de Yad Vashem à son instrumentalisation politicienne ou diplomatique de l'histoire de la Shoah. Il vient en revanche d'être pris à son propre piège en confiant depuis Varsovie que « des Polonais » étaient complices de l'extermination des Juifs, avant de réduire son propos à la responsabilité « de » Polonais.

Aux exigences d'excuses publiques

de la partie polonaise, le tout nouveau ministre israélien des Affaires étrangères, Israel Katz, a rétorqué en accusant les Polonais de « têter l'antisémitisme avec le lait de leur mère ». Peu importe que Katz ne soit qu'un ministre chargé des affaires courantes - nommé du fait que le Premier ministre Netanyahu est toujours ministre de la Défense et de la Santé - le coup porté aux relations israélo-polonaises est sévère et le sommet du Groupe de Visegrad à Jérusalem est annulé. A titre de lot de consolation, les dirigeants hongrois, tchèque et slovaque maintiennent leur déplacement du 19 février en Israël, avec des entretiens séparés et une brève rencontre conjointe avec leur hôte israélien.

La première tentative de réécriture de l'histoire de la Shoah par Netanyahu remonte à octobre 2015 quand, devant le congrès sioniste mondial à Jérusalem, il avait accusé Amine al-Husseini, le « grand mufti » de Jérusalem, exilé de Palestine depuis 1937, d'avoir inspiré en 1941 à Hitler l'idée même de la « solution finale ». Ces allégations, fermement démenties par Angela Merkel, avaient déjà suscité un tollé en Israël et provoqué les plus vives protestations de Yad Vashem. Une somme historique parti-

culièrement documentée, « *Les musulmans et la machine de guerre nazie* » de David Motadel, tout juste publiée en français, montre entre autres, au-delà de l'inanité des accusations de Netanyahu, l'impact discutable des harangues antisémites proférées par Hussein sur Radio-Berlin. De manière générale, le contraste est criant entre les ressources affectées par le régime hitlérien à sa « politique musulmane » et les résultats limités des nazis au Moyen-Orient (Motadel parle même d'un « échec total » de la formation militaire de « volontaires arabes »).

Netanyahu, après avoir tenté d'exempter Hitler de la responsabilité intellectuelle de l'Holocauste, a pourtant continué dans cette voie révisionniste, dans l'espoir de conforter de nouvelles alliances européennes. La récente crise israélo-polonaise prouve cependant qu'il y a des limites à la réécriture de l'histoire de la Shoah par tel gouvernement ou par tel autre. C'est bien la seule bonne nouvelle de cette triste séquence.

24 février 2019

Voir : *Le blog de Jean-pierre Filiun /Le-jeu-dangereux-de-Netanyahu-avec-la-memoire-de-la-Shoah*

La force de la campagne de lobbying pour introduire l'antisionisme dans la législation antiraciste de chaque Etat membre de l'Union Européenne d'après l'article de Michèle SIBONY ⁽¹⁾ : « Conte et légende d'un lobby sioniste » du 21 décembre 2018

Cela fait plusieurs mois que les organisations proches du gouvernement israélien tentent de généraliser l'adoption de la définition de l'antisémitisme de l'IHRA [International Holocaust Remembrance Alliance] et de la faire adopter par la C.E. Dans l'article suivant, écrit avant qu'Emmanuel Macron n'annonce que la France allait faire une loi reprenant cette définition., Michèle Sibony dénonce cette campagne (qui a échoué auprès des instances européennes).

L'antisémitisme des « gilets jaunes » ? Un prétexte pour satisfaire l'IHRA

Un journal en ligne le JNS (*Jewish News Syndicate*) publie le 16 décembre 2018 un article signé par Yossi Lempkowitz intitulé « manifestations d'antisémitisme dans le contexte des manifestations des gilets jaunes en France »...

Cet article participe d'une campagne de lobbying acharnée pour imposer une définition de l'antisémitisme suivie d'exemples qui incluent l'antisionisme : c'est la définition de l'IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance) augmentée de ses exemples... Il faut savoir que l'IHRA qui elle-même avait été victime de ce lobbying avait cependant voté une définition qui n'incluait pas d'exemples. Les exemples imposés

par lobbying ont été ajoutés à la définition votée, et tout l'enjeu est aujourd'hui de faire voter en force, État par État, la définition augmentée de ces exemples mentionnant l'antisionisme comme antisémite...

L'UE est depuis des années maintenant, la cible principale du lobbying d'Israël et de ses officines européennes et états-uniennes. Ce lobbying s'est au cours des années introduit dans tous les organismes « d'experts » travaillant à la périphérie de l'UE.

Un passage rapide sur le site de la FRA - Agence pour les droits fondamentaux - permet de voir que son activité est aujourd'hui entièrement orientée sur l'antisémitisme, pourtant ce ne sont pas les violations des droits fondamentaux qui manquent. Mais il faut bien alimenter la bataille en cours : imposer à l'UE, et à chacun de ses membres, le vote de la définition de l'IHRA incluant



Le président français Emmanuel Macron s'exprime lors d'une conférence de presse conjointe aux côtés du Premier ministre Benjamin Netanyahu suite à leur rencontre au palais de l'Élysée à Paris, le 10 décembre 2017 (Crédit : AFP/Pool/Philippe Wojazer)

des exemples d'antisémitisme présentés comme antisémites. L'article-conte fait partie de cette opération de lobbying, il participe de la diffusion de la peur antisémite, moteur du vote des États, et si la France est ciblée, la raison en est fournie par le texte lui-même : première communauté juive d'Europe, 500.000 membres... Le Guardian a aussi diffusé cette peur, et ce message en Grande Bretagne où la bataille fait aussi rage :

<https://www.theguardian.com/news/2018/dec/10/britain-has-worst-record-for-antisemitism-in-europe-says-report>

Imposer une nouvelle définition de l'antisémitisme

Il s'agit pour ce lobby israélo-étasunien de faire feu de tout bois pour placer les « éléments de langage » nécessaires à la bataille en cours... L'article s'appuie à la fois sur des mensonges en rafale (qui viendra les contester en Californie ? Comme si en France les actes antisémites passaient

inaperçus de nos jours...) et sur des déclarations du Dilcrah (*Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT*)

Qui s'en étonnerait, cet organisme s'étant lui-même déjà distingué pour son orientation sioniste affirmée, et il faut bien le dire ses silences sur l'islamophobie et les autres formes de racisme.

...Diffuser la peur de l'antisémitisme est équivalent dans ses effets, à l'antisémitisme lui-même. Et

la solution est abondamment traitée en faisant apparaître les structures états-uniennes, européennes et israéliennes de ce sionisme imposé : l'aliyah, l'immigration vers Israël dont le bassin français reste une source majeure d'approvisionnement. Pourtant tous les articles récents publiés dans la presse israélienne révèlent l'arrêt ou le fort ralentissement de l'émigration des juifs de France vers Israël et même le retour en France de nombreuses familles.

Les ravages de ce lobbying et de cette littérature, sont incommensurables si une contre information sérieuse et argumentée n'est pas apportée rapidement et systématiquement. Les media susceptibles de réagir et motivés sont encore bien trop rares...

Voir en ligne : l'article original en anglais sur : <https://www.jns.org/manifestations-of-antisemitism-in-the-context-of-yellow-jacket-protest-in-france/> Voir : <http://www.ujfp.org/spip.php?article6850>

(1) : Michèle Sibony est issue d'une famille juive marocaine traditionaliste. Elle a vécu en Israël où elle a fait des études de lettres et de cinéma dans les années 1972-1977, à l'université de Haïfa. Elle a été vice-présidente de l'Union juive française pour la paix

Extraits d'une interview de Rony BRAUMAN

« Les déclarations d'Emmanuel Macron nourrissent et amplifient l'antisémitisme »

Rony Brauman, médecin, président de Médecins sans frontières (MSF) de 1982 à 1994, aujourd'hui directeur de recherche à la Fondation MSF et professeur à l'Université de Manchester (HCRI), alerte sur l'extrême dangerosité de la décision du président français. (...)

MEE : Dans le contexte social français actuel, cette décision prise par Emmanuel Macron de lier sionisme et antisémitisme n'est-elle pas dangereuse d'abord pour les Français de confession juive ?

RB : Il y a là une instrumentalisation perverse de l'antisémitisme qui sert en l'occurrence à disqualifier un mouvement social, celui des Gilets jaunes. Cette instrumentalisation a pour effet pervers de placer les juifs dans le cercle fantasmé des puissants, des dominants, de ceux qui maîtrisent les discours et les médias. Ils seraient ceux qui imposent leur vérité et leur description des situations au détriment de tout le reste. C'est là un jeu extrêmement dangereux.

À titre personnel, en tant que juif comme en tant que citoyen français, je suis extrêmement choqué par les déclarations d'Emmanuel Macron. (...)

MEE : Plutôt qu'antisémitisme = antisémitisme, n'observe-t-on pas une autre équation qui poserait que désormais, de nombreux partis politiques ou dirigeants d'extrême droite ouvertement sionistes le sont sur la base d'une vision antisémite des juifs ?

RB : Benjamin Netanyahu s'est effectivement acoquiné avec la pire racaille d'extrême droite, du Brésilien Jair Bolsonaro à l'Autrichien Heinz-Christian Strache, du Président philippin à d'autres dirigeants ouvertement racistes. Quand on observe les alliances internes que le Premier ministre noue avec des mouvements explicitement racistes et violents, cela ajoute à ce sentiment de dépit et d'outrage qu'on ne peut que ressentir après la déclaration d'Emmanuel Macron.

L'antisémitisme n'a attendu ni le sionisme ni la création d'Israël pour

s'alimenter. Mais on ne peut que constater que de tels comportements et déclarations le nourrissent, l'amplifient, en élargissent la portée. Tout cela est très dangereux.

Middle East Eye 22 février 2019.

Voici les sites où on peut consulter les principaux articles sur cette question

<https://orientxxi.info/magazine/l-antisemitisme-est-il-une-forme-d-antisemitisme-2946>

<https://orientxxi.info/magazine/comment-israel-manipule-la-lutte-contre-l-antisemitisme-2892>

Un texte de Dominique Vidal et Bertrand Heilbronn

<https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/antisemitisme-antisemitisme-et-ideologie-coloniale-2921>

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6985>. Pétition de 400 signataires : L'antisémitisme est une opinion, pas un crime

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6977>

Le rabbin Gabriel Hagai : « Notre Torah est basée sur la justice, l'amour, l'humilité, l'inclusion. Tout le contraire des "valeurs" du sionisme construites sur l'orgueil, l'oppression, la haine et l'exclusion. »

<https://entreleslignesentrelesmots.blog/2019/03/15/le-sionisme-est-il-synonyme-de-racisme/>

Un article de Rosa Amelia Plumelle-Urbe

<http://www.france-palestine.org/Dominique-Vidal-l-amalgame-entre-antisemitisme-et-antisionisme-constitue-un-destination=imprimer>

<https://www.lorientlejour.com/article/1159738/antisemitisme-et-antisemitisme-le-sens-des-mots.html>. Soulayma Mardam-Bey est consultante auprès de diverses ONG de défense des droits humains.

<https://www.ldh-france.org/18-fevrier-tribune-de-michel-tubianadu-bon-usage-de-lantisemitisme-en-politique-publiee-dans-mediapart/>

LA DÉNUCLÉARISATION DU MOYEN-ORIENT

par Bernard RAVENEL ⁽¹⁾

Opposant de longue date à toute forme d'armement nucléaire Bernard Ravenel rappelle ci-dessous le rôle central du nucléaire israélien dans le Moyen-Orient, son impact sur les trois religions, particulièrement sur l'Islam, la nécessité de lier la problématique ce

Pourquoi parler spécifiquement du nucléaire israélien aujourd'hui ?

Parce que dans l'immédiat le nucléaire israélien est celui qui empêche de fait toute perspective de paix au Moyen-Orient où se maintient la centralité de la question palestinienne, c'est-à-dire de sa non solution politique fondée sur le droit international. En outre cette région traversée par de multiples conflits, est devenue une poudrière qui peut à tout instant se transformer en guerre planétaire impliquant toutes les grandes puissances nucléaires du monde.

Si nous voulons être efficace dans notre exigence de paix il nous faut essayer de comprendre les raisons de cette situation explosive qui risque d'entraîner le monde vers une catastrophe irréversible.

Je précise d'emblée qu'à la différence de la période précédente je considère essentiel de prendre en compte un facteur aggravant qu'est devenu le fait religieux, plus précisément après l'échec du projet universaliste qu'a représenté l'idéal socialiste, avec l'évolution des trois grandes religions monothéistes dans leur lieu de naissance.

La manière de voir des principales religions présentes au Moyen-Orient dans ce contexte

Ces trois religions tendent à des titres divers, à s'enfoncer dans leur particularisme identitaire ethniciste et se prétendent malgré leur intégrisme porteuses de valeurs universelles se retrouvant plus que jamais rivales et incompatibles. Elles jouent un grand rôle politique dans leurs pays où elles en constituent le substrat culturel.

Aujourd'hui la mèche qui risque de faire sauter la poudrière se situe en Israël qui semble évoluer irrésistiblement vers un intégrisme ethnico-religieux qu'avaient voulu conjurer d'assez nombreux sionistes ou sympathisants pour la Déclaration d'indépendance d'Israël en 1948 qui souhaitaient un Etat de droit qui inclurait à égalité Juifs et Arabes, ouvrant la voie à un accord entre tous les peuples de la Méditerranée orientale. On mesure alors ce que signifie le choix du pouvoir israélien de proclamer Jérusalem, ville sainte pour les trois religions, comme capitale exclusive pour la religion juive...

Inadmissible pour le monde musulman

Aux yeux du monde musulman c'est évidemment une situation inadmissible qui crée une logique de guerre difficile à contrer face à laquelle le christianisme est dans une situation contradictoire. En fait en l'absence durable de solution politique de la question palestinienne, c'est-à-dire de la création d'un Etat palestinien, la tendance lourde est à la **transformation du conflit entre**

Occident judéo-chrétien et monde musulman. C'est l'expression religieuse de la contradiction principale de notre temps. Aujourd'hui en France on ne comprend pas, et on ne prend pas suffisamment en compte la montée, en puissance de l'Islam politique.

Après la fin des idéaux socialistes et communistes, une espérance nouvelle, relançant la recherche de la justice et de l'égalité, est venue prendre le relais. A la globalisation occidentale, l'islamisme politique propose sa propre logique transnationale et se présente comme l'avenir du monde alors que le christianisme perçu comme la religion de l'Occident est sur la défensive. Il est devenu la seule cause pour laquelle des milliers de jeunes sont prêts à braver la mort. En même temps les trois religions ont tendance sous des formes variées à s'enfoncer dans leur particularisme identitaire ethniciste, donc de plus en plus rivales et incompatibles, malgré les appels au dialogue entre les religions. Elles jouent un rôle politique de plus en plus important.

La question de Jérusalem

Avec le choix par Israël de faire de Jérusalem – lieu saint des trois religions – la capitale exclusive de la religion juive est allumée une mèche qui peut mettre le feu au Moyen-Orient. C'est dans ce contexte que se situe ce qu'on peut appeler le « *risque atomique* » représenté par le système nucléaire israélien.

C'est donc à partir de la question de Jérusalem que se présente une double nécessité simultanée : dénucléarisation et Etat palestinien indépendant. Pour mieux comprendre cette double nécessité, il faut partir

PALESTINE

de la fonction stratégique de l'arsenal israélien, qui est de s'assurer la possibilité de pouvoir gagner une guerre nucléaire limitée - non, en principe pour la mener réellement - mais pour utiliser ce potentiel menaçant (ce qui s'appelle dissuasion mais qui est en fait une menace d'emploi effectif) pour dicter une situation dans laquelle la guerre serait évitée aux conditions d'une *pax americana*, c'est-à-dire celles d'Israël ; en d'autres termes, face au monde arabe et musulman qui voudrait pousser Israël à accepter un Etat palestinien souverain, Israël entend montrer sa capacité nucléaire à refuser la solution politique du problème palestinien qui lui serait exigée par son environnement régional et le reste du monde.

Israël s'accroche à son monopole

En d'autres termes, c'est le refus absolu de la perte du monopole nucléaire dans la région - seule garantie selon la doctrine israélienne de faire accepter bon gré mal gré par les Etats arabes le « fait israélien » - sans régler la question palestinienne selon le droit international, qui moti-



Le réacteur nucléaire de Dimona en Israël

ve Netanyahu d'empêcher, par tous les moyens, l'Iran de disposer de la « capacité nucléaire ».

On ne peut donc séparer la revendication de la reconnaissance de l'Etat de Palestine de celle de la dénucléarisation du Moyen-Orient. C'est dans cet esprit que nous devons soutenir le mouvement qui se dessine dans ce sens avec ICAN à la fois pour soutenir le combat palestinien, mais aussi pour délivrer un message au peuple israélien, en démontrant que la sécurité d'Israël et des peuples de la région ne sera pas assurée par un stockage de bombes nucléaires et d'ADM et pas davantage par des guerres désastreuses. L'existence d'une grande quantité d'armes nucléaires en Israël non seulement n'empêchera pas d'autres pays de développer de telles

armes, mais les motive pour obtenir ces armes... **Il n'y aura pas de paix ni d'Etat palestinien** souverain tant qu'Israël ne sera pas engagé dans un processus menant à sa dénucléarisation, c'est-à-dire qu'Israël ne mettra pas son matériel nucléaire sous le contrôle de l'AIEA, comme l'a fait l'Afrique du Sud, tout en acceptant de mettre fin à l'occupation militaire de la Palestine et de permettre la constitution de l'Etat palestinien souverain.

@Utopie ? Aujourd'hui certainement. Mais la bataille pour la dénucléarisation du Moyen-Orient doit accompagner celle pour les droits des Palestiniens et se situer dans cet horizon global qu'est la construction de la sécurité commune pour tous les peuples en alternative à la pseudo-sécurité nucléaire qui met le monde en situation d'insécurité absolue.

Conférence prononcée à Brest en 2018

(1) Bernard Ravenel, ancien président de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et de l'AFPS

<https://www.haaretz.com/israel-news/premium-secret-handwritten-memos-reveal-how-israel-s-nuclear-program-came-to-be-1.6850955>

Augmentation de 3% du nombre de juifs en Cisjordanie occupée



Photo : Augmentation de 3% du nombre de juifs en Cisjordanie occupée - © AHMAD GHARABLI - AFP

La population juive en Cisjordanie occupée a augmenté de 3% en 2018, pour atteindre 448.672 personnes, a indiqué la principale organisation de colons israéliens. Cette organisation, le Conseil de Yesha, a affirmé avoir utilisé les données démographiques fournies par le ministère de l'Intérieur. Les chiffres présentés ne comprennent pas les quelque 200.000 Israéliens vivant à Jérusalem-Est, occupée et annexée, dans les quartiers arabes de la ville et dans une douzaine de quartiers construits depuis 1967. Le Conseil de Yesha a déploré une baisse du taux

d'augmentation depuis une décennie, alors qu'il s'élevait en 2008 à 5,8%. "La conclusion qui s'impose est qu'il n'y a pas assez de nouvelles constructions ces dernières années", affirme le communiqué.

Bond de la construction dans les colonies depuis Trump

Une commission du ministère israélien de la Défense a approuvé fin décembre des plans de construction d'environ 2200 logements dans des colonies de Cisjordanie, avait annoncé le mouvement anti-colonisation israélien "La Paix Maintenant". Selon cette ONG, la construction dans les colonies a fait un bond depuis l'arrivée au pouvoir début 2017 du président américain Donald Trump, grand allié du gouvernement de Benyamin Netanyahu.

Depuis, les autorités israéliennes ont approuvé plus de 15.000 logements en Cisjordanie, un territoire occupé depuis plus de 50 ans par l'armée israélienne, a précisé la Paix Maintenant.

Les deux plus grandes colonies sont peuplées dans leur immense majorité d'ultra-orthodoxes, c'est-à-dire de juifs observant scrupuleusement les règles du judaïsme dans tous les aspects de la vie quotidienne. Il s'agit de Modiin Ilit, à l'ouest de Ramallah, avec 72.944 habitants, et Beitar Ilit, au sud de Jérusalem, avec 58.774 habitants, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Les ultra-orthodoxes représentent environ 10% de l'ensemble de la population israélienne et plus d'un tiers de la population des colons de Cisjordanie.

La colonisation est illégale au regard du droit international. Elle est considérée par une grande partie de la communauté internationale comme faisant obstacle à la paix entre Israéliens et Palestiniens, ce que conteste le gouvernement israélien.

Voir : https://www.rtf.be/infomonde/detail_augmentation-de-3-du-nombre-de-juifs-en-cisjordanie-occupee?id=10113230

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE du CVPR PO du 29 mars 2019



Le président et le conférencier Michel Warszawski à l'issue de l'A.G.

La séance est ouverte par le président Maurice BUTTIN à 18 heures 15. Il constate que le quorum est atteint et que l'assemblée peut valablement délibérer : 49 adhérents à jour de leur cotisation pour l'année 2018 sont présents et 90 autres ont fait parvenir un « Pouvoir ». Il note que si 4 membres du C.A. ne se représentent pas, 2 nouveaux candidats se présentent au Conseil d'Administration.

1 – Rapport moral du Président

Chers amis,

Comme vous le savez, je ne représenterai pas ma candidature au nouveau Conseil d'Administration, qui sera voté tout à l'heure. Je ne serai ainsi bientôt plus votre président, tenant à passer le relai à de plus jeunes, du moins des moins âgés ! Je ne dirai pas pour autant, comme Alain Juppé, quittant la mairie de Bordeaux : « *Quitter cette présidence, de mon plein gré, est pour moi un crève-cœur* », car je ne quitte pas, le CVPR PO.

Co fondateur en 1997 de l'association, membre du C.A. sans interruption, président depuis plus de 12 ans, c'est

néanmoins, comme je vous l'ai écrit, sans une certaine émotion, que je vous présente pour la dernière fois le rapport moral. Celui-ci n'est pas un commentaire du rapport d'activité pas plus que du rapport financier. Ce rapport tend à évoquer ce que sont devenus l'Etat israélien et la « *question palestinienne* » en l'année 2018, et les missions que doit poursuivre en conséquence notre CVPR PO.

Israël et la « *question palestinienne* » en l'année 2018

Comme je l'ai dit l'an dernier, les années passent et, hélas, se ressemblent pour les Palestiniens, encore que depuis notre dernière A.G. cette année a été pire que les précédentes, le gouvernement israélien ayant reçu

le soutien inconditionnel du Président Donald Trump, avec l'aval de l'Arabie saoudite et de l'Egypte.

Le 6 décembre 2017, il avait proclamé « *Jérusalem capitale d'Israël* » et, peu après, décidé d'y transférer l'ambassade des Etats-Unis, faisant fi du droit international. La protestation immédiate de la France et autres membres de la communauté internationale, dont la Jordanie, n'y changeait rien ; pas plus qu'en réplique la rupture totale des relations entre l'Autorité palestinienne et les Etats-Unis, - sauf à voir les Etasuniens décider de fermer le Bureau de la représentation palestinienne à Washington, et de supprimer toute aide aux Palestiniens, directement ou par l'intermédiaire de l'UNRWA. L'U.E. a regretté la décision unilatérale étasunienne, espérant que Washington la reconsidérerait...

Que s'est-il passé, cette dernière année, pour les Palestiniens ?

A l'intérieur d'Israël

Depuis la création de l'Etat israélien en 1948, les Palestiniens, après avoir vécu sous un strict régime militaire jusqu'en 1966, ont vécu, de facto, sous un régime d'apartheid. Des dizaines de lois ont fait d'eux - déjà qualifiés, d'une manière méprisante, d'« *Arabes israéliens* » ! - des citoyens de seconde zone, considérés par le pouvoir national-sioniste en place, comme les ennemis intérieurs N° 1.

L'Etat d'Israël a fêté ses 70 ans d'existence en mai 2018, les Palestiniens ont, eux, célébré *la Nakba* (Le désastre) !

Un comble, la loi fondamentale du 19 juillet 2018 proclamant Israël, l'« *Etat-Nation du peuple juif* » a relégué la langue arabe, qui jusque là était officielle, et la culture arabe, en second rang. Cette loi nationaliste, par excellence, a confiné tout autres que les Juifs au statut de minorités, les Kurdes, les Palestiniens, musulmans ou chrétiens, les incroyants. Plus question de « *démocratie* », comme l'avait évoqué David Ben Gourion dans la « *Déclaration d'indépendance* » le 14 mai 1948. Relevons cependant qu'en accord avec cette dernière, la nouvelle ne donne pas plus de frontière à l'Etat israélien, ce qui laisse supposer une annexion de toute la Cisjordanie dans les prochains mois.

J'évoquais depuis 1948 un régime de *facto* d'apartheid. Il l'est désormais *de jure*. L'Etat israélien est sous la coupe d'une majorité de sionistes nationalistes, religieux pour la plupart, quasi fascistes, écrivait même le regretté Uri Avnery.

Et parce qu'Israël se dit l'« *Etat nation du peuple Juif* », il y a tout lieu de penser que l'amalgame « *antisémitisme* », que nous combattons, et « *antisionisme* » que nous soutenons, va faire florès. Le président de la République a donné le « *la* » au dîner du CRIF !

Notre ami, feu l'ambassadeur de France, Stéphane Hessel, écrivait déjà dans *Libération*, le 30 avril 2008, au retour d'un séjour en Palestine : « *Depuis quarante ans l'Etat d'Israël a perdu (sa) légitimité en bafouant, jusqu'ici impunément, les principes, valeurs et accords inscrits dans la Charte des Nations Unies, qu'il est censé respecter en tant que membre de l'organisation qui lui a donné naissance (...)* **Pour les Juifs qui ont fait confiance à un Etat pour assurer leur avenir, quand se réveilleront-ils de leur sommeil pour s'apercevoir qu'ils ont été trahis ?** »

Les protestations des Eglises locales ne se sont pas faites attendre, mais j'attends toujours celles de nos Eglises occidentales.

L'Assemblée générale de l'ONU a reconnu pour sa part, le 17 décembre 2018, « *le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, y compris son droit à l'indépendance* ». 172 Etats ont voté « *pour* » ; 6 « *contre* », dont Israël, les Etats-Unis et le Canada. Mais cela laisse froid les dirigeants israéliens.

En Palestine occupée

La politique de colonisation n'a cessé d'être agressive. Arrestations arbitraires, destruction de maisons, expulsion de Jérusalémites, humiliation quotidienne la pire des choses, en particulier aux checkpoints, etc. Tout cela dans la plus grande immunité. On a, à juste raison, qualifié la Bande de Gaza de « *prison à ciel ouvert* ». Mais ne devrait-on pas dire la même chose pour les habitants de Cisjordanie ?

A Gaza, certes, la situation est plus dramatique. Avec un esprit de résistance extraordinaire, la société civile - et non le Hamas, comme cela été prétendu - a organisé le 30 mars 2018, depuis une année donc, chaque vendredi à la sortie de la mosquée, la « *Grande Marche du retour* ».

Manifestations non violentes, rassemblant des milliers d'hommes, de femmes, d'adolescents. L'armée israélienne les réprime sauvagement : installés sur des collines - dites frontières entre la Bande de Gaza et Israël - des tireurs d'élite, armés de fusils spéciaux jouent au « *tir au pigeon* ». Ils ont ainsi assassiné, depuis le début de ces Marches, plus de 200 Palestiniens et blessés des milliers d'autres.

Un mot sur les relations entre l'Autorité palestinienne - disons le Fatah - au pouvoir en Cisjordanie, et le Hamas, qui l'est à Gaza. Un espoir de rapprochement avait eu lieu en 2017. Hélas, comme le disait récemment Dominique Vidal, la situation n'a jamais été aussi conflictuelle ! N'est-ce pas là l'un des nœuds dramatiques de la situation face à Israël ? Ces dernières semaines des manifestations ont eut lieu à Gaza contre la vie chère, aux cris « *Nous voulons vivre !* » De nombreuses arrestations de membres du Fatah et autres ont eu lieu. Si l'on en croit un communiqué du Hamas celui-là aurait organisé ces manifestations pour essayer de monter la population contre lui...

Faut-il pour autant désespérer ? Certainement pas. La résistance non violente du peuple palestinien n'a cessé, ni à Jérusalem, ni en Cisjordanie, ni à Gaza. Et, en Israël même, de nombreuses associations et personnalités, particulièrement courageuses, n'ont pas hésité à critiquer vertement la nouvelle loi fondamentale.

Il y a 3 jours un « *Appel aux citoyens du monde pour la transparence sur les crimes de guerre israéliens à Gaza* » a été lancé par plusieurs personnalités israéliennes, dont Michael Ben-Yair, ancien procureur général d'Israël et ancien juge intérimaire de la Cour suprême israélienne ; Avraham Burg ancien président de la Knesset ; et plusieurs lauréats du prix Israël...

Comment ne pas admirer enfin ces jeunes soldats, objecteurs de conscience, qui refusent d'aller servir en Palestine occupée !

En même temps, saluons la campagne internationale BDS, qui prend de plus en plus d'ampleur dans le monde.

Face à la situation que j'ai décrite, « *Que faire ?* » selon l'apostrophe bien connu de Lénine ? Oui, que doit continuer à faire notre CVPR PO ?

- Tout d'abord ne pas céder à un sentiment d'impuissance. Même si notre

travail ne représente qu'une goutte d'eau pour œuvrer à la reconnaissance des droits du peuple palestinien, occupé et humilié, il doit se poursuivre. A ce sujet, nous n'avons pas à prendre parti dans le différend opposant le Fatah au Hamas sinon pour le regretter. Nous agissons pour le peuple palestinien, point barre !

- Continuer par le « *Courrier du CVPR* » et le colloque annuel à informer. L'édition écrite doit se poursuivre, car elle permet un temps de lecture plus continu que l'édition envoyée par internet, beaucoup ne pouvant d'ailleurs l'imprimer. Mais, bien sûr, l'envoi par internet doit se poursuivre, car d'après mon enquête des milliers de lecteurs sont touchés, grâce à notre réseau de sympathisants, et aux propres réseaux de ces sympathisants eux-mêmes.
- Cette information doit aller jusqu'aux dirigeants de notre pays, Présidence de la République, Gouvernement, Députés, Sénateurs. J'ai entendu de telles bêtises ces derniers temps à la radio ou sur la toile par des intervenants divers, voire des journalistes dits informés ! Sur ce point, nous devons faire un effort vers la presse en général.
- Nous devons persister à combattre l'antisémitisme, sans avoir peur de s'affirmer antisionistes. Agir de la sorte ce n'est pas agir contre Israël, comme le prétendent ses thuriféraires du CRIF, mais pour Israël.
- De même, nous devons poursuivre et amplifier la campagne BDS, liée à l'appel lancé, en 2005, aux sociétés civiles internationales, par 172 partis, organisations palestiniennes. Je rappelle les 3 exigences : fin de l'occupation de la Palestine ; égalité absolue des droits accordés aux Juifs et aux Palestiniens israéliens ; droit des réfugiés au retour et à l'indemnisation.

En terminant, je tiens à adresser tous mes remerciements à tous ceux qui m'ont aidé dans ma tâche, en particulier nos vice-présidents Francis Blanchet et toute son équipe pour la préparation du journal trimestriel, le « *Courrier du CVPR* » et Jean Francheteau pour son aide dans la préparation de notre dernier colloque, et aussi Mohamed Akil, qui a toujours répondu présent aux tâches qui lui étaient demandées, qui s'est occupé régulièrement d'adresser les infos, que je lui ai faites tenir, à nos adhérents. Mes remerciements enfin à ma famille, qui a accompli le travail de certains défaillants.

2 – Rapport d'activités de la Secrétaire Générale

Depuis la dernière assemblée générale du 2 février 2018, suivie de la conférence de René Backmann sur le thème : « *La question de Palestine après l'élection de Trump* » l'association a poursuivi ses missions.

I. NOS PUBLICATIONS

Envoi trimestriel du « *Courrier du CVPR* », désormais de 28 pages, aux adhérents et aux membres des « *Groupes d'Amitié France - Palestine* », au Sénat, à l'Assemblée Nationale, de même par courriels à nos réseaux, tel que la Plateforme, le Collectif et à de nombreux correspondants en France et à l'étranger, en particulier en Palestine et en Israël.

■ **N° 68** : édito du président : « *70 ans d'occupation et d'humiliation* ».

Dossier : Assemblée Générale du 2 février 2018

■ **N° 69** : édito du prt. : « *La Nakba et la Grande Marche du retour* ».

Dossier : « *La Grande Marche du retour* »

■ **N° 70** : édito du prt. : « *La boucle est bouclée !* ».

Dossier : « *La nouvelle loi semi-fasciste* »

■ **N° 71** : édito du prt. : « *Etat de Palestine : l'an trente* ».

Dossier : « *Les réfugiés* ».

- Publication au printemps des ACTES du colloque du 13 octobre 2018, organisé au Palais du Luxembourg, en partenariat avec le journal en ligne ORIENT XXI (directeur Alain Gresh), au titre « **Du déni de Palestine à l'apartheid** », édités en 500 exemplaires.

II. NOS ACTIVITÉS

- Le CVPR PO a soutenu et participé aux différentes manifestations et actions du « *Temps de la Palestine* » en réaction à la campagne pro-israélienne « *2018, année d'Israël* ».

- Le 2 février 2018 : Conférence de René Backmann, sur le thème « *La question de Palestine après l'élection de Trump* »

- Le 8 mars : Soutien et participation à la journée internationale de la femme, en particulier aux femmes palestiniennes.

- Soutien et participation à Paris et à

Marseille par sa secrétaire générale et d'autres adhérents à l'accueil de la sixième flottille de la liberté pour briser le blocus de Gaza

- Le 15 juin 2018 : Conférence de Christophe Oberlin, sur le thème : « *Marche du retour, et après ? Conséquences en Israël-Palestine* »

- Le 2 décembre : table de presse aux « *Huit heures pour la Palestine* » à Evry.

- Le CVPR PO a été représenté aux réunions de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et du Collectif, soit pas la S.G. Hasna Abid, soit par le Vice-président, Jean Francheteau.

- Le CVPR PO a participé à tous les rassemblements et manifestations

III. NOS SOUTIENS

- A la campagne pour les Bédouins du Néguev.

- A la campagne internationale de libération de tous les prisonniers politiques palestiniens en particulier les enfants mineurs.

- A la campagne BDS (Cf. les « *Courrier du CVPR* »)

IV. LES ACTIONS DU PRÉSIDENT

- 14 février : Rencontre avec une délégation palestinienne à Saint- Méry

- 9 mai : Rencontre au MAE avec M. Raphaël Duizend

- 25 mai : Conférence à Annemasse : « *Le sionisme et l'Etat d'Israël* »

- 6 juin : Rencontre avec S.E. l'ambassadeur de Palestine en France.

- 24 novembre : Conférence à Paris : « *Le sionisme et l'Etat d'Israël* ».

- 2 décembre : Intervention à l'Université d'Hiver de « *Chrétiens de la Méditerranée* ».

- 28 février 2019 : animateur du débat après le film WARDI au Chaplin Denfert-Rochereau.

- 1er mars : rencontre au MAE avec M. Olivier Decottignies.

- Lettre à Meyer Habib, député, le 18 décembre 2018.

- Lettre à M. Alain Finkielkraut le 20 février 2019.

- Lettres au Président de la République les 29 mai et 4 octobre 2018, 24 février 2019.

V. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

S'est régulièrement réuni les : 8 janvier, 12 mars, 11 juin et 24 septembre 2018.

Ce rapport mis aux voix par le président a été approuvé à l'unanimité

3 – Le programme d'action pour l'année 2019

Le CVPR PO continuera à soutenir toutes les luttes des Palestiniens contre l'occupation, la colonisation, l'injustice, l'apartheid... De même, la campagne BDS.

Ces trois actions principales, le trimestriel « *Courrier du CVPR* », le colloque annuel, l'organisation de conférences, vont se poursuivre, animées par un nouveau C.A. et un nouveau Bureau.

D'ores et déjà, une conférence est prévue le jeudi 23 mai 2019 sur le thème : « *Juifs et anti sionistes, quel combat ?* », avec André Rosevègue de l'UJFP.

Le colloque, toujours au Palais du Luxembourg, est fixé au samedi 16 novembre, sur le thème « *Israéliens et Palestiniens contre l'apartheid* », dans le prolongement des deux derniers colloques : « *Le déni de Palestine* » et « *Du déni de Palestine à l'apartheid* ».

La diffusion des ACTES du colloque du 13 octobre 2018 se poursuivra.

Henri Folliet a demandé que le nouveau C.A. relance la collecte de dons pour le soutien psychologique des enfants de Gaza. Il a rappelé qu'après les terribles massacres de l'été 2014, les étudiants du Département français de l'Université Al Qods de Gaza, sous l'impulsion de leur Directeur, l'universitaire et poète, Ziad Medoukh, et avec les conseils de médecins et psychologues, prirent l'initiative de mettre en œuvre un vaste programme de soutien psychologique en faveur des enfants et adolescents traumatisés par ces tragiques événements.

Le CVPR PO avait à l'époque contribué au financement de cette opération par une souscription qui avait recueilli plus de 10 000 euros.

Depuis bientôt cinq ans cette action se poursuit régulièrement grâce à l'engagement de ce groupe d'étudiants et, plus que jamais, son utilité est, hélas, évidente.

Dossier

L'Assemblée Générale a donné son accord à cette proposition, dont les modalités pratiques seront établies par le prochain C.A.

4 – Election du Conseil d'Administration

Cinq membres du C.A. ont décidé de pas solliciter le renouvellement de leur mandat : Maurice BUTTIN ; May

KARMY ; Pierre LAFRANCE ; Henri MARCHAL ; Jean RABINOVICI.

Deux nouvelles candidatures se sont présentées : Eliane BENARROSH ; Marguerite d'HUARD. Elles ont été élues à l'unanimité, comme les membres du précédent C.A. qui ont vu leur mandat renouvelé :

Hasna ABID ; Mohamed AKIL ; Dominique BALLEREAU ; Francis

BLANCHET, Ivar EKELAND ; Jean FRANCHETEAU ; Olivier JOSSE-LIN ; Noufissa MIKOU ; Marlène TUININGA ; Dominique VINCENT.

Le nouveau C.A. comporte donc 12 membres.

Le Président rappelle que le C.A. peut coopter de nouveaux membres que l'Assemblée Générale suivante pourra confirmer.

5 – Situation comptable du CVPR PO de l'année 2018

| Dépenses | | | Recettes | | |
|---------------------------------------|----------|------------------|----------------------------------|-----------|------------------|
| Frais de fonctionnement | | 5.764,49 | Cotisations et dons | 14.802,00 | 14.802,00 |
| Fournitures de bureau | 996,36 | | Colloque 13/10/2018 | | 4.827,00 |
| Location de salles CA-AG | 261,00 | | Entrées | 2.595,00 | |
| PTT | 3.589,30 | | Dons | 136,00 | |
| Frais de tenue de comptes | 132,20 | | Restaurants Sénat | 1.596,00 | |
| Autres (taxis, restaurants) | 381,00 | | Actes pré payés | 500,00 | |
| Frais sur 2017 | 404,63 | | Ventes des actes anciens | | 2.097,00 |
| Matériel de bureau | 115,39 | 115,39 | Colloque 9/12/2017 | 1.842,00 | |
| Le courrier du CVPR | | 7.494,00 | Colloques précédents | 255,00 | |
| IV trim 2017 n° 67 | 1.498,80 | | Dons exceptionnels | | 4.100,60 |
| I trim 2018 n° 68 | 1.498,80 | | Soirées conférences | 100,60 | |
| II trim 2018 n° 69 | 1.498,80 | | Fondation de France | 4.000,00 | |
| III trim 2018 n° 70 | 1.498,80 | | (subvention "Un monde pour tous) | | |
| IV trim 2018 n°71 | 1.480,80 | | | | |
| Colloque 9/12/2017 | | 3.538,13 | | | |
| Actes | 1.978,13 | | | | |
| Frais intervenants | 560,00 | | | | |
| Location salle Sénat | 1.000,00 | | | | |
| Colloque 13/10/2018 | | 7.930,44 | | | |
| Location salle Sénat | 2.000,00 | | | | |
| Restaurant Sénat | 2.166,00 | | | | |
| - Restaurants offerts 570 | | | | | |
| - Restaurants adhérents 1.596 | | | | | |
| Frais interprètes | 1.560,00 | | | | |
| Frais de voyages intervenants | 1774,00 | | | | |
| - en attente : 1.924,75 | | | | | |
| Programmes | 430,44 | | | | |
| Frais annexes | | 4.390,00 | | | |
| Cotisation Plateforme | 300,00 | | | | |
| Participation charges matérielles | 3.000,00 | | | | |
| Remb. frais avancés pour intervenants | 1.090,00 | | | | |
| - en attente : 1.244,75 | | | | | |
| TOTAL DES DÉPENSES | | 29.132,45 | TOTAL DES RECETTES | | 25.826,60 |
| SOLDE AU 31/12/2018 | | 11.953,91 | SOLDE AU 01/01/2018 | | 15.259,76 |
| TOTAL | | 41.086,36 | TOTAL | | 41.086,36 |

6 – Rapport financier du trésorier

Au terme de mon mandat de trésorier, je suis amené à présenter aujourd'hui pour une dernière fois le rapport financier correspondant à l'année 2018. La situation comptable du CVPR-PO s'analyse pour l'exercice écoulé en recettes et en dépenses de la manière suivante :

Pour 2018, les **RECETTES** totalisent **25 826,60** euros, qu'il faut opposer aux **DEPENSES** d'un montant de **29 132,45** euros. Toutes les deux offrent ainsi par différence un solde négatif de près de 4 000 euros, auxquels s'ajoutent environ 3 000 euros en attente de règlement. Les recettes, qui ont bénéficié tout comme l'année précédente de versements exceptionnels, sont en légère réduction par rapport à celles de l'exercice 2017. Quant aux dépenses, elles apparaissent très supérieures, d'environ 10 000 euros, à celles de 2017 en raison d'un surcroît de frais dont l'explication sera donnée plus loin. Quelles observations peut-on tirer de ces chiffres ?

Les **RECETTES** se décomposent sous les 4 rubriques habituelles de la façon suivante.

- **1.** Le montant des **cotisations et dons** des adhérents s'élève à **14 802** euros, équivalant à ceux de l'année précédente. Cela traduit une tendance à la stabilisation. 280 adhérents sont inscrits au fichier mais sur ce nombre certains sont dispensés de participation financière. Il faut souligner dans ce nombre plusieurs donateurs dont on remercie ici la générosité.
- **2.** Pour le colloque de l'année écoulée, qui s'est tenu, comme prévu, en octobre 2018 au Sénat, les recettes (**4 827** euros) apparaissent très inférieures aux dépenses qui incluent des frais de location de salle très élevés.
- **3.** Les **ventes des actes** ont produit une belle recette de **2 097** euros, dont 1 842 euros au titre du colloque de l'année dont les Actes ont été particulièrement appréciés.
- **4.** Des **dons exceptionnels** pour un total **4 100,60** euros ont deux origines. D'abord, un petit profit a été

tiré des soirées conférences. Le généreux mécène, qui a accordé des dons depuis 2016 sous la forme d'une subvention sous le couvert d'« *Un Monde par Tous* » affiliée à la Fondation de France, a renouvelé son geste à hauteur de 4 000 euros. Nous saluons ici sa grande générosité qui donne au CVPR-PO un supplément appréciable de ressources pour poursuivre son œuvre et élargir la marge de trésorerie.

Pour les **DEPENSES**, disposées cette année sous 6 rubriques, nous constatons une nette augmentation de leur montant par rapport à l'exercice précédent. Cela s'explique par des frais supplémentaires et des reports de dépenses.

- **1.** Les frais de fonctionnement (**5 764,49** euros) apparaissent en augmentation par rapport à 2017 de plus de 1 000 euros. Tout en doublant, les fournitures de bureau restent à un niveau relativement faible (car elles cachent beaucoup de bénévolat). Les frais postaux (**3 589,30** euros), liés au coût d'envoi du Courrier trimestriel, des Actes et des diverses convocations ou invitations, se maintiennent à un niveau élevé, compte tenu du prix des timbres. Hors colloque, les locations de salles pour les conférences sont peu coûteuses.
- **2.** L'achat d'un matériel de bureau (un enregistreur) a nécessité une dépense de **115,39** euros.
- **3.** L'édition tant du trimestriel « *Courrier du CVPR* » que des Actes annuels de colloques correspond à une dépense de **7 494,00** euros, d'une part, et de **1 978,13** euros, d'autre part.

Pour le « *Courrier du CVPR* », la dépense paraît importante car un numéro supplémentaire (soit au total 5 numéros) a été publié durant cet exercice, celui du IV^e trimestre 2018, facturé dès l'année correspondante. La qualité du papier permet l'impression d'un Courrier de 28 pages (au lieu de 24 auparavant), sans frais postal supplémentaire. Nous rappelons que cette activité, essentielle pour notre association, justifie sa raison d'être. Le Courrier est ainsi diffusé à 370 exemplaires, étant envoyé, outre les adhérents, à 80 personnalités, par voie postale, et pour

400 autres en France et à l'étranger par courriel par les soins de notre président. Rappelons encore que le port des bulletins destinés aux membres des Groupes d'amitié France-Palestine au Sénat (33) et à l'Assemblée Nationale (39) est assuré bénévolement par M. et Mme Folliet. Qu'ils en soient ici à nouveau remerciés pour leur disponibilité.

- **4-5.** Les frais de **colloque** (salle du Sénat, séjours et déplacements des intervenants) sont importants car ils correspondent à sa lourde organisation. Ils se rapportent à 2 colloques, (**4**) celui de 2017 pour sa part complémentaire (**3 538,13** euros) et (**5**) celui de 2018 pour **7 930,44** euros. Les dépenses sur ce poste, en augmentation de plus de 50%, deviennent importantes car elles couvrent une location de salle dispendieuse et le recours à des interprètes et à des intervenants plus coûteux (pour leurs voyages et séjours). **1 924,75** euros sont en attente de règlement.
- **6.** Des **frais annexes**, pour un montant de **4 390** euros, servent à régler des dons (cotisation Plateforme) et plus particulièrement une faible contribution aux charges matérielles de gestion dont une grande part relève encore du bénévolat et assumée en partie par notre président. Ce poste est appelé à peser davantage à l'avenir. Sous cette rubrique figurent un montant de **1 244,75** euros à rembourser au président qui a dû avancer des sommes à verser aux intervenants.

En CONCLUSION, grâce à la subvention exceptionnelle de 4 000 euros (dont la reconduction en 2019 n'est pas automatique), les disponibilités actuelles se chiffrent à **11 953,91** euros au 31 décembre 2018. Ce solde positif est trompeur, car il faut en déduire des frais en attente de règlement ou de remboursement. Au total, la situation n'est pas déficitaire. Nos ressources offrent encore des moyens suffisants pour fonctionner cette présente année. Elles n'excluent pas des efforts pour chercher à réduire les dépenses courantes. Les frais de fonctionnement pourraient être en effet plus élevés sans la disponibilité du président qui assume des charges normalement imputables au budget et qui mériteraient d'être remboursées davantage. C'est à partir de ces considérations que le budget prévisionnel a été établi pour 2019.

Dossier

Il reste certain que pour durer le CVPR doit adapter son action à des capacités qui ne sont pas illimitées. Certes, la cause palestinienne mobilise encore puisque les adhésions et dons ne tarissent pas et que l'action du CVPR est reçue très favorablement dans l'opinion, à travers son journal et ses colloques, dont le nombre dépasse déjà la dizaine sous l'autorité directe de notre actif président. Signalons que

lors du dernier colloque au Sénat, Leila Shahid a loué l'action du CVPR PO et de son président.

En terminant, saluons une nouvelle fois l'ampleur du travail réalisé et le courage de tous ceux qui animent le CVPR PO, et notamment l'énergie de son président - que nous saluons particulièrement en ce moment où il s'apprête à passer la main - ainsi que ceux

qui participent à la rédaction du « *Courrier du CVPR* »

Merci pour l'attention portée à ce présent rapport financier qui est soumis à l'approbation de notre assemblée

Le 29 mars 2019

Le trésorier, **Henri Marchal**

Ce rapport mis aux voix par le président a été approuvé à l'unanimité

7 – Budget prévisionnel 2019

| Dépenses | | | Recettes | | |
|--|-----------------------|------------------|---|--|------------------|
| Frais de fonctionnement Dont PTT | 3.800,00 | 5.000,00 | Cotisations et dons des adhérents | | 15.000,00 |
| Le courrier du CVPR - 4 numéros /an | | 6.000,00 | Colloque Entrées, ventes, actes, repas | | 4.500,00 |
| Colloque - 1/an-actes-logistique-frais et repas intervenants - location de salle au Sénat | 5.500 ,00 2.000,00 | 7.500,00 | Don espéré | | 4.000,00 |
| Conférences - 4 séances par an | | 2.000,00 | | | |
| Frais annexes et local administratif | | 3.000,00 | | | |
| TOTAL DES DEPENSES | | 23.500,00 | TOTAL DES RECETTES | | 23.500,00 |

LE DERNIER BUREAU AU 29 MARS 2019

- Président :
Maurice Buttin
- Vice-Présidents :
Francis Blanchet,
Jean Francheteau,
Pierre Lafrance
- Secrétaire général :
Hasna Abid
- Trésorier :
Henri Marchal

COMITÉ DE PARRAINAGE DU CVPR-PO

- | | |
|------------------------------|--------------------------------|
| Guy Aurenche | Agnès Levallois |
| Guy Bois | Jean-Marc Levy-Leblond |
| Albert Bourgi | André Miquel |
| Rony Brauman | Régis Morelon |
| Régis Debrayt | Edgar Morin |
| Jacques Fournier | Jean-Claude Petit |
| Gisèle Halimi | Françoise Germain Robin |
| Pierre Joxe | Rushdie Rashed |
| Géraud de La Pradelle | Danièle Sallenave |
| | Alain Terrenoire |

Conférence de Michel WARSCHAWSKI,

présenté par le Président du CVPR PO, Maurice BUTTIN



Le président, le conférencier et une partie de la salle. Tout à fait à gauche, Leïla Shahid

Michel Warschawski est président du « *Centre d'information alternative de Jérusalem* ». Je l'ai connu après son épouse, Léa Tsemel, une avocate, qui a fait un travail formidable pour la défense des Palestiniens poursuivis devant les tribunaux israéliens. J'étais en mission en Palestine occupée, dans les années 1970, avec un autre juriste, accompagnée par la future belle-mère du Président Arafat, Raymonda Tawil, lorsque nous l'avons rencontrée devant une prison, près de Naplouse. Nous lui avons été présentés, et elle nous a dit « *Je vais défendre des enfants et je vais essayer de vous faire entrer dans le tribunal* ». Raymond Tawil l'a demandé au soldat de garde, qui a appelé le capitaine de service. Une discussion s'en est suivie. « *Il y a là deux juristes français, un avocat et un professeur de faculté, qui voudraient suivre cette audience pour connaître la justice israélienne, la noble justice israélienne* ». Le capitaine refusa d'entrée. Raymond Tawil lui répondit « *Ce n'est pas bien, car ces personnalités qui m'accompagnent vont retourner chez elles en montrant l'étonnant fonctionnement de la démocratie israélienne* ». Le capitaine eut alors cette réponse magnifique « *On en a rien à foutre de la démocratie !* ». C'est sans doute pour cela que, trente ans après, le parlement israélien a voté, le 19 juillet 2018, la fameuse loi « *Israël, l'Etat-Nation du peuple juif* »...

Je vais maintenant passer la parole à Michel auquel j'ai demandé de nous parler de la jeunesse en Israël et de la jeunesse palestinienne. Une amie m'a dit récemment « *Israël devient un pays de vieux, car la jeunesse s'en va* ». Michel va nous situer car c'est très important pour nous de savoir ce que devient cette jeunesse dans le monde actuel, tant en Israël qu'en Palestine. Michel tu as la parole.

Michel WARSCHAWSKI

Puisque Maurice m'a demandé de parler de la jeunesse israélienne en Palestine, je ne peux pas dire un premier mot sans remercier Maurice, le plus jeune d'entre nous, que je ne vois pas arrêter son engagement en ce qui concerne la défense des droits du peuple palestinien, ces droits qui permettent d'envisager la paix. Je ne peux pas non plus oublier de saluer la représentante du peuple palestinien, Leila Chahid, qui nous fait l'honneur et le plaisir d'être présente ce soir. J'ai toujours une très grande joie d'échanger avec elle, ne serait-ce que dix minutes, même entre deux avions. Aujourd'hui, elle s'est un peu sédentarisée, ce qui ne veut pas dire qu'elle se calme par rapport à ses nombreux engagements sur la Palestine et sur d'autres sujets d'ailleurs.

Je voudrais consacrer l'essentiel de notre rencontre à un échange et je vais essayer d'être synthétique. Pour parler de la jeunesse, commençons par un constat. Les années 1960/1970 ont été les années de la révolte de la jeunesse partout dans le monde, et le monde occidental en particulier, représentée par Woodstock, et par les grandes mobilisations anti guerre du Vietnam aux Etats Unis, qui n'était pourtant pas le pays le plus progressiste en terme de mouvements sociaux. C'était une période où la jeunesse était très mobilisée. En revanche, les années 1980/1990 sont celles d'une régression générale. Avec son « *Il n'y a pas d'alternative* », Margaret Thatcher a été efficace et les autres dirigeants à sa suite. Ils nous ont martelé qu'il ne fallait pas rêver d'un monde différent, qu'il ne fallait surtout pas rêver à la libération de la Palestine. Ce martelage du discours dominant a commencé à Londres et s'est rapidement étendu aux Etats-Unis avec Reagan, puis en Europe. La France a été plutôt immunisée à ce discours et, à cette époque, il n'y a pas eu d'écroulement d'une pensée de gauche en France. Mais ce sont des années de régression. Il y a eu, bien sûr, de grands rassemblements comme à Seattle en 2001, puis des « *forums sociaux* » à travers le monde entier. Mais, honnêtement, si nous devons faire un bilan et nous l'avons fait lors du dernier *Forum Social Mondial* il y a quelques années, la grande masse des jeunes du monde occidental ne se sentait plus concernée. Les grandes mobilisations ne sont pas revenues.

Survint alors ce qu'on a appelé, à tort à mon avis, le ou les printemps arabes, à tort parce que je ne pense pas qu'il s'agisse d'un printemps. Un printemps, c'est un moment bien défini, avant l'automne et l'hiver. Je préfère parler d'un nouveau cycle de la révolution arabe ou des révolutions arabes, mais un cycle dans le sens historique du terme. Les grands cycles avec des périodes de flux et de reflux. On a déjà tout connu dans cette révolution arabe : d'immenses mouvements populaires et des élans démocratiques ; des contre réformes et des coups d'Etat militaires, la

répression, puis de nouveaux réveils. Je pense que c'est un cycle qu'il nous faut analyser à long terme. Il ne se résume pas à quelques mois et même quelques années. La télévision nationale israélienne m'a interviewé, lors de la seconde grande mobilisation au Caire, pour me demander de faire le bilan de la révolution arabe. Je leur ai répondu qu'il n'était pas possible de faire un bilan car le mouvement commençait à peine, et je leur ai dit « *Si Dieu me prête vie, téléphonez moi dans vingt ans et on fera un tout premier bilan* ». Je pense réellement qu'il s'agit d'un cycle historique, un phénomène qu'on ne peut analyser trop rapidement, ou d'une année à l'autre, car il est beaucoup plus profond que cela. Il s'agit d'un monde qui disparaît et d'un autre en train de se faire.

La place centrale de la jeunesse dans l'ensemble du monde arabe, avec toute sa diversité, c'est ce qui caractérise l'ensemble de ces mouvements. Vous avez pu les voir à la télévision, lors des grandes manifestations au Caire ou à Tunis. Et, regardez aujourd'hui les manifestations à Alger, elles sont sous la dynamique de la jeunesse. Il s'agit de pays jeunes où le pourcentage de la jeunesse atteint parfois la moitié de la population. N'oublions pas également le rôle considérable des femmes.

Et chez nous, en Israël ?

Si on prend en compte la scène politique palestinienne et la scène politique israélienne, ainsi que ces petits points de rencontre où Israéliens et Palestiniens agissent au coude à coude, il y a une nette régression. Les grandes manifestations de militants, où les femmes israéliennes et palestiniennes avaient été ensemble à l'avant garde d'une coopération sur le terrain, n'existent plus. Quand les femmes palestiniennes pouvaient venir du côté israélien, (aujourd'hui elles croient qu'elles ne peuvent plus, mais c'est faux), il y avait des rassemblements parallèles, coordonnés, mais séparés. A ce moment là, reconnaissons le, ces femmes n'étaient pas très jeunes, mais jouaient un rôle social important. Ce mouvement avait une légitimité, particulièrement les femmes du « *Jérusalem link* », car ces Israéliennes et Palestiniennes créaient un lien. On ne va pas se raconter d'histoires. Aujourd'hui, s'il y a un dénominateur commun, entre le niveau de mobilisation et d'engagement des Palestiniens de Cisjordanie et les Israéliens, c'est qu'il y a un recul, une régression importante. Elle concerne les directions palestiniennes qui ne savent pas prendre acte de la situation actuelle pour développer des stratégies de demain. Il n'y a plus le même niveau de mobilisation du côté palestinien, sauf à des moments de provocation majeure. Il faut des provoca-

tions fortes pour remettre beaucoup de Palestiniens et de jeunes dans la rue. Ce fut le cas avec la décision de Trump de transférer l'ambassade américaine à Jérusalem, ou des provocations sur l'esplanade des mosquées, mais ce n'est pas un mouvement. C'est spontané et massif, mais comme une allumette. Ce n'est pas un mouvement qui s'inscrit dans la continuité, comme du temps de l'*intifada*, où il y eut un grand mouvement social et populaire, qui s'est construit dans la durée. Il y a un recul des mobilisations du côté palestinien. Cela ne signifie en aucun cas, et là je parle par expérience avec des rencontres quotidiennes de Palestiniens, qu'il y ait de la résignation. **Il y a un changement profond pour tenir, s'accrocher, ne pas se faire humilier et résister, en continuant à exister et à garder son humanité.**

La force des Palestiniens

Un des aspects que prend la politique de colonisation israélienne dans les dix, quinze, dernières années, c'est de tenter de déshumaniser et d'anéantir ce qui a fait la force des Palestiniens : maintenir leur existence et la renforcer. Sous l'occupation nazie, les juifs étaient devenus de la poussière humaine. C'est ce que tente de faire, depuis plus de treize ans, Netanyahu avec les Palestiniens. C'est aujourd'hui la réalité du pouvoir. Demain, il se peut que ce soit pire. Les Palestiniens cherchent à se renforcer tant sur le plan humain que collectif. Il faut envoyer les gamins à l'école, même s'ils passent à deux cent mètres d'une colonie, même s'ils doivent contourner trois checkpoints ; que cela prenne une heure trente au lieu de vingt minutes par le chemin normal. Mais ces gamins oseront et feront l'effort car ils ne sont pas des bêtes. Prendre une demie journée pour aller visiter la grand'mère, pour qu'elle ne soit pas délaissée, alors qu'elle n'habite pas très loin, il faut prendre des chemins détournés pour y arriver. Il n'est pas question de laisser détruire le tissu de leurs familles de leur société et de leur humanité. Et dans ces circonstances les Palestiniens sont les champions du monde.

On n'est pas dans une phase de libération et le peuple palestinien le sent et le sait. Il y a des périodes de combat et des périodes de résistance comme dans toute lutte. Aujourd'hui est une période de résistance. Il faut trouver des moyens de renforcer cette résilience. **S'accrocher à sa terre, c'est s'accrocher à son humanité.** Une des plus belles choses que j'ai vues, après deux semaines de siège, d'une brutalité inouïe, lors de la deuxième intifada, à Ramallah, ville massacrée dans le sens où on massacre un boxeur. C'était plus violent que lors de la répression de la première intifada, qui avait fait plus de morts. Moins sanglant, mais plus brutal.

Dès qu'on a pu rentrer dans la ville, quand le siège fut levé, Ramallah « *faisait la Pâque* » : tout le monde nettoyait, tout le monde reconstruisait, tout le monde replantait ; les gamins, les hommes, les femmes, les services municipaux essayaient de refaire les rues, qui avaient été éventrées, dégageaient les centaines de voitures écrasées par des tanks. **Les Palestiniens qui avaient subi ces violences étaient tout sauf écrabouillés. Ils résistaient. Et, aujourd'hui, toute la société palestinienne est dans une phase de résilience.**

Mais, je tiens à être honnête avec vous, et je dois vous dire que les jeunes parlent de partir. J'insiste sur ce fait car je vais en parler également en ce qui concerne la jeunesse israélienne. Mais si les jeunes israéliens peuvent partir et revenir comme ils l'entendent, ce n'est pas le cas des Palestiniens. Et il est vrai, également, qu'il y a beaucoup plus de départ de chrétiens que de musulmans, non parce qu'ils sont réprimés, mais parce qu'ils ont plus d'opportunités. Ils ont de la famille en Amérique latine ; ou, ils ont fait l'école luthérienne, alors ils peuvent aller en Allemagne ; l'école catholique, alors ils peuvent aller en France. Certains ont déjà le bac. Le départ des chrétiens est exploité comme une propagande. Il faut rendre hommage à Yasser Arafat qui fut obsessionnel dans

son désir de garder une unité palestinienne qui soit forte. J'ai vu à deux occasions le président Arafat à la messe de minuit à Bethléhem. Il priait réellement. Il participait au culte, car il voulait montrer qu'il était le président de tous les Palestiniens. De même, le jour de la « *réconciliation* », il allait au Mur des lamentations et faisait la prière avec les juifs. Arafat était une barrière contre toute tentative de confessionnaliser. Depuis la création de l'Etat d'Israël, les différents exécutifs israéliens n'ont jamais lésiné pour tenter d'alimenter des guerres internes, pour coloniser et diviser les colonisés. Pour ce faire, il faut savoir manipuler. Sur ce point précis les différents gouvernements israéliens n'ont pas vraiment réussi. Voyons le rapport avec les Druzes, considérés comme de bons arabes, dont la grande majorité fait son service militaire. Et bien, les jeunes ont commencé à se rebeller, en disant qu'ils avaient des devoirs comme les Israéliens et des inégalités comme les Palestiniens. Ils ont, néanmoins, l'avantage de choisir de faire ou non leur service militaire

Lorsque un mouvement de masse comme l'*Intifada* commence à reculer, cela ouvre la voie à des actes individuels. Ce sont souvent des actes de désespoir, parfois même explicables au niveau de l'individu pour des raisons personnelles. En travaillant avec ma compagne, et en consultant cer-

tains dossiers au cours de ces dix dernières années, j'ai constaté que, souvent, ce qui pousse un jeune à prendre un couteau de cuisine ou une fourchette, parfois pour attaquer, sans aucune chance de s'en sortir, un soldat ou un policier israélien, c'est l'humiliation du père. Je ne fais pas de psychologie de bas étage, mais **c'est très souvent des gamins qui ont vu, de leurs propres yeux, des soldats ou des policiers israéliens humilier leur père devant eux.** Et cela fait mal. Il y a un moment où cela fait tellement mal que tu le rumines dans ton ventre et que tu te lèves le matin avec la pulsion de passer à l'acte, en sachant qu'il n'y a pas d'issue. J'ai constaté ces cas dans beaucoup de dossiers. Ce n'est pas du désespoir, mais une réaction qui part de l'humiliation. Comme la vie au jour le jour, sans perspective même à court terme pousse de nombreux jeunes Palestiniens à rêver de partir. C'est une réalité. Et c'est cette même réalité qui pousse de nombreux Israéliens à partir.

Qu'en est-il de la jeunesse israélienne ?

Elle est comme le reste de la société, polarisée et divisée en deux, contrairement à ce qu'on pourrait croire. Et, je dois cette information régulièrement mise à jour par notre ami Dominique Vidal, qui est un fanatique des sondages. Il me met à jour régulièrement sur les informations données par les sondages en Israël.



Une partie des participants

Depuis la guerre du Liban, depuis les années 1985, il y a une très grande stabilité de l'opinion publique israélienne. On a l'impression, dans une lecture superficielle de la réalité, d'un grand basculement à droite. Mais c'est faux. Cette société s'est divisée en deux moitiés. La grande moitié était pondérée et la petite moitié était à droite, avec en son sein un groupe de durs. Après les années 2000, il y a eu un glissement, mais pas un bouleversement. La grande moitié est passée à droite et la petite moitié (environ 45%) est restée modérée. Tout n'est pas à désespérer, sauf qu'entre ces deux moitiés il n'y a absolument aucune symétrie. Et on le voit particulièrement dans la jeunesse. **La grande moitié de droite a des valeurs, des objectifs, une stratégie, et le pouvoir depuis maintenant treize ans. Elle met en œuvre sa stratégie par la colonisation. Elle veut agrandir le territoire israélien et atomiser la résistance palestinienne, en espérant que le peuple palestinien disparaîtra.** Une nouvelle Nakba, une nouvelle guerre d'épuration ethnique serait idéale, mais pas réalisable. Ou alors on envisage une nouvelle guerre qui permettrait des changements régionaux et des transferts de population. Ariel Sharon fut le premier à l'avoir compris, d'où sa politique de vouloir mettre les Palestiniens dans des enclaves, quels que soient les noms qu'on leur donne. Ce sont des trous dans un ensemble qu'il faut gérer comme tels.

On a donc une société et une jeunesse qui sont polarisées. Une jeunesse de droite hyper mobilisée, avec une aile d'extrême droite qui est violente, et on a, face à eux, une autre moitié que j'appelle « *Tel-Aviv* », qui est dans la consommation et dans la non offensive. D'une façon générale on peut les comprendre. Prenez la vie d'un jeune Israélien qui a fait ses études dans le grand Tel-Aviv. Il a un bon niveau de vie, supérieur à la moyenne européenne, avec des opportunités professionnelles, une économie extrêmement performante, notée AAA par les agences de notation. Un pays riche, un pays moderne qui exporte des capitaux, des technologies et des armes à travers le monde entier, et où tout va bien, d'autant plus que le gouvernement actuel est bien plus concerné par la Chine que par l'Europe. La vieille Europe qui faisait de temps à autre la morale à Israël, on n'a pas besoin de sa morale et on a même plus besoin de son marché. Pour l'exécutif israélien, et pour une grande partie de l'opinion israélienne, « *l'Europe, c'est des couilles molles* ». Ce sont des mous, des moins que rien. Les gens sérieux, il y en a de trois ordres : d'abord les Etats-Unis de Trump, qui n'a pas d'état d'âme, sur rien ; la Chine, qui est un allié économique ; et dans une certaine mesure l'Inde. **Le troisième allié est d'un autre ordre. Il**

s'agit de l'extrême droite antisémite, en Europe et aux Etats-Unis, où la droite républicaine est ouvertement antisémite. En Europe, Viktor Orban, le successeur du régent Horthy, qui a fait massacrer des centaines de milliers de juifs de Hongrie à la fin de la guerre ; ainsi que le premier ministre polonais, ami des plus grands antisémites européens et américains ! Netanyahu n'a pas hésité à signer un document, imposé par le gouvernement polonais, qui dédouane la Pologne du massacre de près de 2.500.000 juifs pendant la guerre. Durant sa campagne actuelle, Netanyahu parlant de la gauche s'exclame « *Eux, ils ont oublié ce que c'est que d'être juifs* », alors qu'il se compromet lourdement avec Orban et son compère polonais. Cela me met hors de moi et me pousse à réagir, en écrivant un texte, ou en préparant une interview à la radio ou à la télévision. Cette attitude scandaleuse me motive encore plus que la question palestinienne : « *Touche pas à mon juif. Ne touche pas à mon identité juive. Ne la manipule pas* ».

Je reviens à Israël

pour qu'on puisse avoir un échange et plus particulièrement à la situation de la jeunesse qui se retrouve au sein d'une droite très motivée, mobilisée, active et brutale, et une autre partie qui se retrouve dans la petite partie à gauche, qui étouffe. Il y a un bon niveau de sécurité tant sur le plan individuel que collectif. Il n'y a plus d'attentats et une prospérité économique. Là où cela fait un peu mal, c'est l'image d'Israël dans les opinions publiques internationales. La partie modérée n'aime pas cette situation, mais le gouvernement de Netanyahu gère cette situation. Les jeunes qui n'apprécient pas la situation cherchent à partir. La succession de lois sécuritaires votées ces dernières années n'améliorent pas l'image d'Israël, tant la répression s'est accrue. Pour la minorité arabe israélienne, la situation est vraiment invivable, car elle est confrontée à une permanente délégitimité sur le plan de la citoyenneté. Comme dans beaucoup de pays où il y a du racisme, on aime humilier les plus faibles, ceux qui se soumettent. La même situation existe au niveau des députés où la bonne entente est une forme de manipulation. Je n'exclue rien avec la détérioration rapide du régime politique. Ce qui est à craindre, c'est le réveil d'un vieux projet de loi où la citoyenneté est conditionnée par l'allégeance. Ce serait là un prétexte à soumettre et à expulser les insoumis. C'est une conception fasciste de l'exercice du pouvoir. Dans la situation actuelle, une telle loi peut passer. Je voudrais donner un exemple. Depuis quelques années, ma fille, en jeune couple, et en début de carrière, vit dans un petit appartement. Lorsqu'elle veut faire des fêtes, elle le fait chez nous, car nous avons une gran-

de terrasse et puis nous payons l'alcool, c'est tout bénéfique pour elle. Mais moi j'adore car c'est l'opportunité de rencontrer des jeunes formés, avec des doctorats et des diplômes diverses. J'ai un souvenir à cette occasion qui m'a énormément attristé. Ils reçoivent un jour des amis qui vivent au Canada et sont revenus, durant l'été, pour revoir leurs amis restés en Israël. Ils décident d'organiser une fête et d'échanger sur leurs expériences. **Pendant une soirée entière, ils n'ont parler que d'une chose : partir ! Ils voulaient tous partir car ils étouffaient. Cette jeunesse a le sentiment d'étouffer dans une société qui sent mauvais.** Aujourd'hui cela sent l'abattoir tant le discours politique est plein d'une haine répercutée par les médias. Avant même de réprimer, les gens ont peur à cause de discours intolérables. Alors qu'on a l'habitude de parler fort en Israël, aujourd'hui les gens, qui parlent politique entre eux, le font à voix basse. C'est la conséquence d'une forme de fascisation de la société. Les gens ont peur de ne pas être dans le bon ton.

Il y a une jeunesse très importante pour l'avenir d'Israël dans dix ans, c'est la jeunesse juive américaine. Une série d'articles et de reportages dans différents médias devraient interpeller le pouvoir israélien qui n'en tient aucun compte. Il existe là-bas une organisation très forte de soutien à Israël, avec également l'existence de lobbies. L'ensemble ne soutient pas Netanyahu en tant que tel, mais parce que c'est le Premier ministre. Or, la jeunesse juive américaine n'a plus rien à voir avec ses parents et ses grands parents. La première génération était celle de la création d'Israël après la Shoah. La Shoah et la rédemption allaient ensemble avec un unique mot d'ordre « *Israël, on n'y touche pas* ». **Ce n'est plus le cas des jeunes juifs américains aujourd'hui, et si les organisations critiques du pouvoir étaient marginales, elles ne le sont plus, et elles le seront de moins en moins.** Elles deviennent une voix légitime et reconnue dans le judaïsme américain, essentiellement sur les campus pour l'instant. Qu'en sera-t-il dans dix ou quinze ans. Il est certain que l'inconditionnalité vis-à-vis d'Israël va disparaître. En tant que militant anti colonialiste israélien, j'y vois une vraie lueur d'espoir plutôt que la jeunesse actuelle qui part et revient, mais n'influence rien. Je l'appelle la « *génération élastique* ». Il y a aujourd'hui plus de cent mille jeunes Israéliens qui vivent dans différents pays. Nous n'avons pas le chiffre exact car le ministère de l'immigration ne veut pas les communiquer. Pour brouiller l'information, ils changent la définition de celui qui part selon le nombre d'années. C'est un triste fait car ces jeunes préfèrent partir plutôt que de s'engager ou tout simplement de voter.



La table de presse

Maurice BUTTIN

Merci à Michel qui a parfaitement répondu à nos interrogations sur la situation actuelle en Israël, plus précisément sur celle des jeunes israéliennes et palestiniennes. Il aurait pu aussi évoquer l'importance actuelle du rôle des chrétiens sionistes en faveur de l'Etat d'Israël, mais ce n'était pas directement le sujet de la conférence.

Michel a évoqué le président Yasser Arafat participant aux divers cultes. L'un des plus grands souvenirs de mes séjours en Palestine occupée, c'est d'avoir assisté, en 1996, à la messe de minuit à Bethléem, dans la grotte même, où nous étions seulement quatre ou cinq. J'étais juste derrière Yasser Arafat, avec le maire socialiste de Chartres, venu tout spécialement pour le jumelage des deux villes, que j'avais organisé. Cela reste un très émouvant moment de ma vie militante de « *citoyen d'honneur palestinien* » !

Après ce rappel personnel, passons aux questions des participants.

■ LE DÉBAT

quelques questions posées seulement)

De Roland LOMBARD,
président du CICUP.

« Pourriez-vous nous parler plus précisément des jeunes juifs qui commencent à réagir aux Etats Unis ? Est-ce que leur mouvement a un impact ? »

M.W. Ils étaient jusqu'à maintenant une voix principalement située dans les campus. Cette voix était marginale et minoritaire, mais aujourd'hui elle n'est plus marginale et ne fait plus rire. Ces jeunes sentent et savent que demain ils constitueront les juifs américains et ils auront une voix et donc une importance avec laquelle il faudra compter. Là où Netanyahu a tort, c'est qu'il ne s'investit pas dans cette jeunesse américaine, car le discours ultra nationaliste a moins d'impact sur elle qu'il en avait sur leurs parents.

Autres questions :

« Les 100.000 jeunes Israéliens qui ont quitté Israël ont-ils toujours leur droit de vote. Est-ce qu'ils l'utilisent ? ». « D'autre part quelle est l'attitude de la jeunesse palestinienne par rapport au changement d'attitude des pays arabes vis à vis d'Israël, avec une autorité palestinienne qui ne répond pas. Comment réagissent-ils quand ils voient cette course vers Netanyahu et la mollesse de l'autorité palestinienne ? »

M.W. La jeunesse israélienne et les élections. Que va-t-il se passer ? C'est dans la continuité de ce que je disais sur notre moitié à nous, les jeunes de notre camp dans le sens large du terme. Pour les enfants de nos enfants, il faut gérer tout le week-end pour savoir s'ils vont prendre leur temps d'aller voter. Si je me réfère aux élections précédentes, j'avais proposé à mes enfants de faire une grande bouffe à la maison. Ils m'ont répondu qu'ils ne seraient pas là le week-end, mais à Chypre, car il y avait des

offres promotionnelles très intéressantes à saisir... La droite, elle, a un sentiment d'urgence et de mission alors que ceux qui critiquent Netanyahu ne l'ont pas et ne sont pas concernés de la même façon. A gauche, la vie est simple et facile pour ceux qui ont un minimum de diplôme, dans une réalité économique qui est plutôt bonne, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de pauvres. Je rappelle que 30 % des enfants israéliens vivent sous le seuil de pauvreté. Ce sont les chiffres de la sécurité sociale israélienne. Israël est un pays riche où il y a beaucoup de pauvres.

Pour la question du vote, il semble qu'il n'y ait pas de vote par correspondance, qu'on peut voter uniquement sur place. C'est ce qui a été dit sur la radio de la communauté juive en France. Mais il me semble qu'un Israélien qui vit aux Etats-Unis, ou ailleurs peut voter au consulat. Le vote de la jeunesse ne semble pas avoir un grand impact positif sur le résultat de l'élection à venir. Il faudra attendre au moins une demi-génération pour constater une évolution.

En ce qui concerne la jeunesse palestinienne face aux Etats arabes et le fait que la collaboration avec Israël se fasse plus ou moins ouvertement. Cette attitude est perçue comme une trahison. Israël tente d'écabouiller les Palestiniens et leur sang semble encore moins compter qu'avant. Ce gouvernement est en place et sa politique s'est durcie avec le temps, même au prix d'un combat avec le système juridique, par exemple, pour qu'il soit encore plus docile par rapport au pouvoir exécutif. Quand une politique se durcit clairement avec une colonisation tout à fait assumée, avec un slogan « *On ne s'excuse plus* », on n'a plus besoin de se justifier. On colonise car « *la Terre est à nous* ». Et, on n'essaye plus comme avec Shimon Peres de raconter des salades. On agit ainsi car c'est à nous et parce que nous avons le pouvoir. On a bien écouté Trump : celui qui a la force fait ce qu'il veut. **Quand face à une telle politique, un pays comme l'Arabie saoudite assume son amitié et sa collaboration économique, financière et sécuritaire avec Israël, et les pays du Golfe qui ont la même attitude, les jeunes Palestiniens se sentent trahis et humiliés, car ils se sentent appartenir à un régime collabo. Leur identité arabe est humiliée.**

Leila connaît mieux la réalité palestinienne que moi. L'attitude de la jeunesse palestinienne vis à vis de l'Autorité palestinienne, et de Mahmoud Abbas en particulier, est mitigée. On le trouve dépassé, à côté de la plaque, mais on ne cherchera pas à l'humilier, surtout face à l'étranger. Il y a une retenue et j'apprécierais que les Israéliens s'inspirent parfois de cette retenue. Ne serait-ce que par respect pour « *le vieux* » dans tous les sens du terme. De mon point de vue, le problème n'est pas Mahmoud Abbas, mais l'après Mahmoud Abbas. Connaissant un peu les jeunes loups

qui ne sont plus si jeunes, j'ai peur. Il faudra conserver la force de l'unité palestinienne pour laquelle Yasser Arafat avait tant fait, malgré le traumatisme de la guerre 1936/39. On l'oublie trop souvent. Les Palestiniens avaient subi une défaite malgré trois ans de lutte héroïque, avec des dizaines de milliers de morts, et une direction décapitée par le pouvoir britannique et, pour terminer, une forme de guerre civile. Les Palestiniens ont alors appris à maintenir l'unité coûte que coûte, car la désunion amène à la défaite. Et, ils ont appris une seconde chose, c'est qu'il ne faut pas partir, car *la Nakba* a été une immense tragédie. Plutôt le déshonneur que perdre la Terre. C'était dérivé du slogan des femmes : « *plutôt risquer de se faire violer* ».

De Jean Guy GREILSAMER,
membre de l'UJFP

Je voudrais apporter deux informations rapides. *Jewish Voice for Peace* a rejoint le BDS américain, qui constitue aujourd'hui un courant qui n'est pas du tout négligeable. *Jewish Voice For Peace* se proclame antisioniste. Ils sont devenus antisionistes suite à un long processus interne de discussion et de débats au sein de la communauté juive. Leur antisionisme n'est pas parachuté, c'est quelque chose qui a muri et est devenu vraiment réel.

Ma question est la suivante :

« Quelles seraient aujourd'hui les figures militantes et positives pour l'avenir parmi les jeunes en Israël ? Comment vois-tu les perspectives ? Comment la situation peut elle s'éclaircir ? »

M.W. Est-ce qu'on voit une personne ou un mouvement porteur d'une alternative ? Je crains d'être obligé d'avoir une réponse négative. Je voyais presque une alternative avec la liste arabe unie pour les élections à la Knesset, composée de candidats arabes avec le soutien de beaucoup de militants juifs. C'était une dynamique porteuse d'espoir reposant sur un « *Tous ensemble* » pour aller à la bataille. Aujourd'hui, cette liste unique n'existe plus et chaque candidat fait une campagne individuelle et séparée. Je ne peux m'investir dans cette campagne, car je suis cassé par la désunion. Je suis sur la liste, mais je n'ai plus d'enthousiasme. La fois précédente, tout le monde, y compris le camp adverse populaire, était impressionné par la dynamique d'union. Aujourd'hui, je vis cela comme un gâchis et j'ai envie de chialer. Jusqu'au dernier moment il y a eu des négociations. Mais un sale personnage en lequel je n'ai jamais eu confiance, un ancien flic, qui s'est laissé séduire par son image de marque dans la population israélienne, est intervenu. C'est le bon arabe. Les Israéliens de Tel-Aviv aiment ce genre de personnages, qui parle

très bien l'hébreu avec des expressions du langage de Tel-Aviv. Les médias l'adorent. Il a cru que, s'il allait seul, il allait faire un tabac ! Mais il se trompe, et il va prendre une gamelle, car la population qui vote pour lui c'est la population arabe et non celle de Tel-Aviv. Cet homme a cassé notre unité.

Je vais maintenant dire une chose qui est un hommage à *Jewish Voice For Peace* pour leur évolution très concrète et très réelle. Je voudrais aussi évoquer un héros de la guerre de 1948, qui à l'âge de 101 ans, après une longue réflexion, annonce qu'il cesse d'être sioniste et se proclame antisioniste. Il a mis du temps à évoluer, mais c'est quelqu'un de non négligeable.

D'AUTRES INTERVENANTS :

« Comment la jeunesse palestinienne réprimée à Gaza réagit elle ? »
« Quel est le réel impact de BDS en Israël ? »

M.W. Je ne peux vous répondre clairement car ma génération militante ne connaît pas la réalité de Gaza. J'ai des informations crédibles aujourd'hui uniquement par le biais des organisations humanitaires qui vont à Gaza, quand elles peuvent rentrer, ce qui n'est pas simple et font ensuite un rapport. Le CCFD par exemple est rentré plusieurs fois à Gaza l'an passé et ils ont la gentillesse de nous informer. Les Européens qui vont à Gaza sont fascinés par la force de la vie. Ils rencontrent de la vie, de la création, de la colère et une formidable énergie même s'il y a une très grande pauvreté. A Gaza, « *ça pète la vie* » me disait une amie. Il y a une ingéniosité et une créativité à tous les niveaux.

En ce qui concerne l'impact du BDS en Israël, il est pratiquement nul sur l'économie. BDS n'a pas influencé les marchands d'armes, ni le gros business. Il a par contre un certain impact sur les maillons faibles de l'opinion israélienne, c'est à dire les secteurs intellectuels et artistiques qui ont un accès aux médias. Lorsque le chanteur des Pink Floyd refuse de venir en Israël et soutient l'action du BDS, cela fait un écho. C'est surtout dans le monde universitaire où les intellectuels et les scientifiques sont sensibles au regard de leurs collègues. Ceux qui vivent à l'étranger, et voient l'action du BDS sur les campus, reviennent au pays en faisant part de leur ostracisation et de leur mécontentement. D'où un débat pour faire de la culture et des sciences un lieu neutralisé auquel on ne toucherait pas. Même les professeurs de gauche ne veulent pas être embêtés avec le BDS. En réalité il s'agit d'un vrai débat et d'un vrai combat.



La campagne BDS en France et dans le monde

La campagne "*Boycott, Désinvestissement, Sanctions*" trouve son origine dans l'appel lancé, le 9 juillet 2005, aux sociétés civiles internationales et aux gens de conscience du monde entier, par 172 partis, organisations et syndicats, représentant la société civile palestinienne, en vue d'imposer de larges boycotts à Israël, et des retraits d'investissement.

Elle a essentiellement pour but de faire respecter par Israël le droit international, superbement ignoré par l'Etat hébreu depuis sa proclamation par David Ben Gourion, le 14 mai 1948.

Cet appel énonce les trois exigences indissociables du peuple palestinien :

- 1/ *Fin de l'occupation de la Palestine (Cisjordanie, Jérusalem-Est, Bande de Gaza) et de la colonisation de toutes les terres.*
- 2/ *Egalité absolue des droits accordés aux Juifs et aux Palestiniens d'Israël, dont la nationalité.*
- 3/ *Droit des réfugiés au retour et à l'indemnisation, comme stipulé par la résolution 194 de l'ONU, du 11 décembre 1948.*

ISRAEL, RENDU FOU PAR BDS !

L'irrésistible ascension du BDS, et son impact sur Israël, décrite sur *Mediapart* par Thomas CANTALOUBE, envoyé spécial en Israël.



En dépit des dénégations du gouvernement israélien, la campagne de boycott, désinvestissement et sanction commence à avoir un impact dans le pays. L'Eurovision, organisé à Tel-Aviv en mai 2019, offre une nouvelle plateforme pour les militants BDS.

Si l'on veut être sûr d'irriter un Israélien, il suffit de prononcer les trois lettres BDS. Peu de choses sont susceptibles de provoquer une réaction aussi épidermique que l'acronyme du mouvement international promouvant le boycott, le désinvestissement et les sanctions à l'égard de leur pays, en raison de sa politique d'annexion des territoires palestiniens. Et, de manière quasiment unanime, à quelques

exceptions près, tous les Israéliens sont à la fois prompts à condamner BDS et à balayer du revers de la main son efficacité. Comme le résume Daniel Shek, ancien ambassadeur d'Israël à Paris et figure modérée de la vie politique locale, « *le plus grand accomplissement de BDS est de rendre ce pays fou !* ».

Vu de l'étranger, le mouvement BDS ne cesse d'engranger des succès, certes relativement petits et symboliques, mais des succès quand même. Vue d'Israël, la problématique est plus compliquée. Il a « *rendu le pays fou* », certes, mais il ne semble pas avoir de prise sérieuse sur l'économie israélienne, qui se porte comme un charme, notamment sur le plan des nouvelles technologies. Il semble pourtant que ses conséquences se fassent sentir de manière plus souterraine et insidieuse.

Une publicité, qui dénonçait la décision de la chanteuse Lorde de boycotter Israël, payée par un rabbin américain, et diffusée par le Washington Post, illustre la réaction épidermique au mouvement BDS.

Contrairement aux affirmations du gouvernement et de la plupart des Israéliens eux-mêmes, l'impact de BDS n'est pas bénin : il est l'un des principaux facteurs de la dégradation de la situation démocratique et du débat intellectuel dans le pays car, pour la première fois, depuis peut-être les guerres des Six-Jours et du Kippour, Israël se sent vulnérable. Il s'agit non pas d'une vulnérabilité existentielle qui menacerait la survie même de l'Etat fondé en 1948, mais d'une fragilité face à un mouvement qui expose les dérives nationalistes et religieuses de la même manière que le mouvement anti-apartheid dénonçait le racisme et la violence du gouvernement blanc en Afrique du Sud, pourtant considéré par beaucoup jusqu'à sa chute (à commencer par les gouvernements occidentaux et... israélien) comme parfaitement fréquentable.

Les succès de BDS en 2018

A l'occasion de la fin de l'année 2018, le mouvement BDS a fait circuler la liste de ses principaux succès pour les douze mois écoulés : l'annulation d'un match amical de l'équipe de football d'Argentine juste avant le Mondial ; l'annulation des concerts à Tel-Aviv de Lana Del Rey, Shakira ou Lorde, à la suite de la pression de certains de leurs fans ; l'arrêt du sponsoring de la fédération israélienne de football par Adidas ; le vote par Dublin et des villes espagnoles et italiennes de résolutions approuvant BDS ; ou encore la décision d'Airbnb de ne plus diffuser d'annonces pour des logements dans les colonies israéliennes, illégales au regard du droit international. Sans oublier un succès indirect : l'élection au Congrès des Etats-Unis d'une poignée de représentants ouvertement favorables à BDS, une première.

Un porte-parole du ministère israélien des Affaires Étrangères est prompt à écarter tous ces événements, avec une moue sceptique, lorsqu'on l'interroge sur le sujet : « *Honnêtement, ce ne sont pas les actions de quelques artistes mal informés qui vont nous*

atteindre ! Faites plutôt la liste de tous les succès d'Israël dans l'année passée, sur les plans diplomatiques ou économiques et vous verrez que le mouvement BDS est anecdotique. » Pourtant, si l'on en juge par les pages entières de journaux et de sites internet qui ont été consacrés aux différentes activités de boycott, on peut difficilement prétendre que ces événements ont laissé les Israéliens de marbre.

Un tribunal a même été jusqu'à exiger que les deux activistes néo-zélandais qui avaient démarré la campagne pour convaincre Lorde de ne pas chanter en Israël remboursent les fans éplorés de la chanteuse. D'innombrables reportages ont également été diffusés sur les propriétaires de logements (illégaux) dans les colonies qui ne pouvaient plus arrondir leurs fins de mois, en listant leurs habitations sur la plus grande plateforme mondiale de locations temporaires. Difficile, face à l'avalanche de récriminations, de prétendre à l'insouciance.

« En dépit des assurances officielles qu'il s'agit de phénomènes marginaux, il commence à y avoir un impact réel du mouvement BDS en Israël », soutient Ofer Neiman, de l'organisation Boycott From Within. Par exemple, j'ai été surpris d'apprendre que des centaines de DJ's internationaux se mobilisaient pour refuser de se produire en Israël. Je connais bien cette scène et elle est normalement assez peu politisée. Sachant que des villes comme Tel-Aviv ou Haïfa ont bâti ces dernières années une économie reposant sur le tourisme jeune et fêtard, cela va inévitablement les atteindre. »

Un manque à gagner est toujours plus difficile à mesurer qu'un bénéfice

Et les dégâts en termes d'images sont également compliqués à évaluer : par exemple, les incidents à Gaza au printemps ont-ils plus, ou moins, dévalorisé l'image d'Israël en 2018 que les actions de BDS ? Impossible de répondre. Pour Omar Barghouti, l'un des cofondateurs du mouvement BDS, « il vaut mieux regarder des indicateurs objectifs plutôt que de demander aux Israéliens leur opinion. Qu'est-ce que l'on constate ? Le gouvernement israélien a dédié un ministère entier (NDLR : celui des Affaires stratégiques) à se battre contre BDS. Si les pertes liées à BDS ne se chiffraient pas en milliards de dollars, pourquoi dépenser des centaines de millions contre le mouvement ? »

« Dans ses ambassades au travers le monde, Israël emploie désormais

des gens à plein temps pour contrer BDS, il y en a deux en Grande-Bretagne par exemple, ou détruire la réputation des activistes, poursuit-il. Le gouvernement, via ses ministères et ses relais, organise régulièrement des conférences sur le thème : « Comment combattre BDS ? ». Si le mouvement est aussi inefficace, pourquoi se démenner ? Enfin, on note que de plus en plus de grosses entreprises internationales refusent de participer à des appels d'offres en Israël, de crainte de se voir ensuite reprocher d'être complice d'un régime qui commet de graves violations des droits humains. » (...)

La gauche israélienne divisée sur BDS

L'autre réaction, celle-ci très visible, du gouvernement de Benjamin Netanyahu a été la multiplication de lois ou de mesures destinées à faire taire les promoteurs de BDS. La plus emblématique, et celle qui a le plus déteint sur l'image du pays, est évidemment celle qui permet d'interdire d'entrée sur le territoire ou d'expulser tout étranger qui appuie le boycott d'Israël. Une forme de test d'opinion préalable à la délivrance d'un visa.

Revenons à ce que disait Daniel Shek, sur le fait que BDS « a rendu le pays fou ». L'ancien diplomate ajoutait, dans la foulée de sa remarque : « Cela sert la droite ». Il est clair que l'actuel gouvernement, le plus à droite que le pays ait jamais connu, a érigé BDS au rang de menace existentielle, au même titre que le Hezbollah, le Hamas et l'Iran, et qu'il sert à merveille la stratégie de victimisation déployée, à la fois à titre personnel par Netanyahu, mais aussi par Israël en général. Surtout, le mouvement BDS a profondément divisé les militants de la paix et des droits humains à l'intérieur d'Israël. (...)

Ruchama Marton illustre à son corps défendant la fracture provoquée par BDS au sein de la gauche et des activistes israéliens. Nombre d'entre eux ne sont pas disposés à suivre BDS, qui leur rappelle trop le mouvement anti apartheid des années 1970 et 1980 et leur renvoie une image difficile à accepter. Face à une société qui a définitivement basculé à droite depuis une douzaine d'années, et face à un gouvernement qui réduit toutes les argumentations à des slogans, et n'hésite plus à aller chercher ses amis chez les antisémites, pour peu qu'ils soient nationalistes, cette gauche qui militait autrefois pour la paix est désormais désemparée et divisée. Ce n'était évidemment pas le but recherché par les militants BDS, mais c'est la réalité aujourd'hui.



Le combat sur l'Eurovision en Israël

Comme un sparadrap dont on n'arrive pas à se débarrasser, la campagne BDS va de nouveau donner le tournis à Israël en 2019, notamment à l'occasion d'un événement qui prête d'ordinaire plus à sourire : le concours de l'Eurovision. Le dernier vainqueur en date étant la chanteuse israélienne Netta, son pays sera donc en mai l'hôte de la prochaine édition. La joie sincère qui s'est emparée d'Israël lorsqu'elle a remporté le trophée a immédiatement fait place à la politique. Car le ministre de la culture a d'abord voulu organiser l'événement à Jérusalem, avant de reculer devant le risque de désistements, étant donné le statut contesté de la ville. Du coup, les festivités se tiendront à Tel-Aviv.

Le mouvement BDS a entrepris de mettre la pression sur l'organisme européen de diffusion (EBU), lui intimant de veiller au respect de ses propres règles. En effet, la possibilité que des spectateurs de l'Eurovision puissent être interdits d'entrée sur le territoire en raison de leurs opinions politiques existe, en raison de la loi déjà mentionnée, ce qui contreviendrait aux règles de l'EBU. De même que la question complexe du partage des fréquences entre Israël et les Territoires occupés, car la charte de diffusion de l'EBU stipule que tout le monde puisse avoir accès au même contenu. « Nous ne nous faisons pas d'illusion, nous ne parviendrons pas à faire annuler la tenue de l'Eurovision en Israël » concède Omar Barghouti. « Mais nous allons en profiter pour faire du battage et élever le prix de la complicité. »

Même en chanson, BDS mine doucement Israël

« Contre l'Afrique du Sud, une des campagnes les plus médiatiques et les plus réussies, menée entre autres par Steve van Zandt, le guitariste de Bruce Springsteen, fut celle qui appelait les musiciens à refuser de se produire à Sun City, le plus célèbre centre de loisirs du pays. Reprise par la chaîne musicale MTV à l'époque, elle avait touché une partie de la jeunesse américaine et européenne, et Nelson Mandela, une fois libéré, s'était félicité de son impact. Même en chanson, BDS mine doucement Israël ».

Thomas CANTALOUBE, envoyé spécial de Mediapart en Israël, le 13 janvier 2019

<https://www.mediapart.fr/journal/in>

Entre Israël et les juifs américains, chronique d'un divorce assumé

Par Juliette RECH ⁽¹⁾

De tous les segments de l'électorat américain, les juifs sont loin d'être les plus acquis à la coalition de droite au pouvoir à Tel-Aviv. L'attitude de cette dernière à l'égard des juifs américains diffère de la politique israélienne traditionnelle consistant à toujours soutenir les communautés de la diaspora, au besoin contre leur gouvernement.

Lorsque Isaac Herzog a été propulsé à la tête de l'Agence juive en août, l'ex chef du Parti travailliste israélien a déniché un slogan accrocheur pour promouvoir son entrée en fonction : il allait reprendre en main les relations entre « Jérusalem et Babylone ». (...)

L'occupation, point clivant

En invoquant Babylone, Isaac Herzog fait prioritairement référence aux États-Unis, qui abritent un peu plus de 5 millions de juifs, contre 6 millions en Israël. New York est, en nombre, la première ville juive au monde, avant Jérusalem (ou même Tel-Aviv), et les deux cités incarnent désormais une sorte de rivalité entre deux pôles dont le sionisme aurait échoué à en faire prévaloir un sur l'autre. **Cette tension inhérente au sionisme, entre l'existence d'un État juif et la permanence outre Israël d'une diaspora, plante le décor de l'orage qui sévit entre la communauté juive américaine et le gouvernement Netanyahu.**

Au cours des quarante dernières années, **les organisations juives américaines traditionnelles** comme l'*American Israel Public Affairs Committee* (Aipac) ou l'*American Jewish Committee* (AJC) se sont contentées d'**aligner leurs positions, concernant les dossiers diplomatiques et sécuritaires, sur celles du gouvernement israélien.** Elles ont défendu Yitzhak Rabin signant les accords d'Oslo tout comme elles ont justifié que



Benjamin Netanyahu engage son pays dans deux guerres successives dans la bande de Gaza contre le Hamas en 2012 et 2014. Peu importait qui gouvernait en Israël, ces organisations étaient et sont toujours profondément « loyalistes ». Mais plus elles vieillissent, et moins ces institutions sont représentatives de la communauté juive américaine dans toute sa pluralité. « *De façon générale, les individus qui ont grandi pendant ou dans les années suivant la Seconde Guerre mondiale, et qui ce faisant ont assisté à la guerre de 1967, ont tendance à être passionnément attachés à Israël. Les jeunes générations se posent beaucoup plus de questions que leurs aînés* » remarque Yehudah Mirsky. « **L'occupation de la Cisjordanie est un point profondément clivant et le traitement par le rabbinat israélien des juifs non orthodoxes est un autre point de discorde** », poursuit-il.

Les grosses organisations « loyalistes » sont désormais défiées par une nébuleuse d'ONG, de congrégations ou d'individus, qui tout en revendiquant leur attachement à Israël, sont sceptiques sur la politique de la coalition au pouvoir à Tel-Aviv. Le mouvement de jeunesse « *IfNotNow* » par exemple, créé dans la foulée d'une **vaste mobilisation d'étudiants juifs contre l'opération « Bordure protectrice »** en 2014, s'est particulièrement illustré ces dernières années par ses méthodes consistant, entre autres, à « *saboter* » sans préavis des circuits touristiques financés par le gouvernement israélien. Les cas de juifs américains actifs au sein du mouvement BDS, ou adversaires énergiques de l'occupation, comme le journaliste Peter Beinart, arrêté à l'aéroport de Tel-Aviv et rapatrié expressément vers le territoire américain en août, ont également choqué les esprits en Israël et aux États-Unis.

20 millions de chrétiens évangélistes (...)

« *Netanyahu fait cette observation simple : aux États-Unis, j'ai environ 20 millions de chrétiens évangélistes qui m'adorent, puis j'ai*

5 à 6 millions de juifs dont la majorité ne m'aiment pas et qui passent leur temps à se plaindre », note M. Mirsky. En Israël et aux États-Unis, certains déplorent la désinvolture avec laquelle le gouvernement Netanyahu traite la diaspora américaine, et appelle au bon sens en évoquant l'avantage démesuré à long terme qu'elle constitue pour Israël.

Mais ce calcul déroutant, qui consiste à **s'aligner davantage sur l'électorat évangéliste et droitier plutôt que sur le gros de la communauté juive**, qui en 2008 a soutenu trois fois plus en pourcentage des voix Barack Obama que les chrétiens blancs, a pour l'instant payé. Illustration avec la participation en mai dernier de Robert Jeffress, un pasteur baptiste proche de Donald Trump qui par le passé a promis aux juifs les flammes de l'enfer, à l'inauguration de l'ambassade américaine à Jérusalem...

Dans la foulée de Pittsburgh - où un antisémite a ouvert le feu dans la synagogue « *Tree of Life* », tuant onze fidèles fin octobre -, l'équipe diplomatique israélienne aux États-Unis n'a également pas ménagé ses efforts pour absoudre Donald Trump d'avoir créé une ambiance propice à la haine raciale. « *Je vois beaucoup de violence des deux côtés* », a soufflé l'ambassadeur israélien aux États-Unis Ron Dermer, suggérant ainsi que **l'antisémitisme d'extrême droite n'a rien à envier à celui d'extrême gauche, dissimulé sous le faux nez de l'antisionisme.**

Le 22 mars 2019 - L'Orient le Jour

(1) Juliette Rech est journaliste à « *L'Orient le jour* », où elle publie régulièrement des articles sur le Proche Orient, en particulier sur Israël, la Syrie et la politique américaine

Voir : <https://www.lorientlejour.com/article/1143258/entre-israel-et-les-juifs-americains-chronique-dun-divorce-assume.html>

PROPOS DE TRUMP SUR LE GOLAN OCCUPÉ :

La Syrie et des pays arabes, l'U.E., dénoncent la position américaine



Donald Trump

Le président des Etats-Unis, Donald Trump, s'est déclaré, le 21 mars, favorable à la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur la partie du Golan occupée et annexée par Israël, une décision qui n'a jamais été reconnue par la communauté internationale.

« Après 52 ans, il est temps pour les Etats-Unis de reconnaître pleinement la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, qui a une importance stratégique pour l'Etat d'Israël et la stabilité régionale », a tweeté le président américain.

Cette annonce intervient à quatre jours de la visite, à la Maison-Blanche du Premier ministre israélien, en pleine campagne pour sa réélection, à l'approche des législatives du 9 avril. Elle est un véritable coup de pouce pour Benjamin Netanyahu, qui réclame cette reconnaissance avec insistance. « Merci président Trump ! » a-t-il tweeté immédiatement après l'annonce de Trump, dont il a loué le « courage ». Israël a conquis une grande partie du Golan, soit 1200 km², lors de la guerre des Six-Jours en 1967, et l'a annexée en 1981, mais la communauté internationale n'a jamais reconnu son rattachement.

L'annonce de Donald Trump en faveur d'une reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur la partie du

plateau du Golan syrien occupée a suscité une avalanche de réactions partout dans le monde.

La Syrie n'a pas tardé à réagir. Damas a estimé que la déclaration du locataire de la Maison-Blanche était « une violation flagrante du droit international ». « La position américaine sur la partie occupée du Golan syrien reflète clairement le mépris des Etats-Unis pour les règles internationales et leur violation flagrante du droit international », a déclaré une source aux Affaires étrangères syriennes, citée par l'agence Sana. Pour le régime syrien, les déclarations de Donald Trump « confirment une nouvelle fois le parti pris aveugle des Etats-Unis en faveur de l'occupation sioniste ». Mais elles « ne changeront rien au fait que le Golan est et restera arabe et syrien ». Le régime de Damas a également juré de récupérer les hauteurs du Golan par « tous les moyens possibles ».

La Turquie : bien qu'hostile à Bachar Al Assad, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a estimé de son côté qu'« il ne faut pas permettre de légitimer l'occupation des hauteurs du Golan » et que les propos de Donald Trump ont placé la région au bord d'une nouvelle crise. Une position partagée par la Russie, alliée du régime syrien. Pour le Kremlin, « de tels appels peuvent déstabiliser considérablement la situation (...) au Proche-Orient. Pour l'instant, ce n'est qu'un appel. Espérons que cela le restera ».

L'Iran, grand allié régional du régime de Damas, a jugé illégale et inacceptable une reconnaissance par Washington de la souveraineté israélienne sur le Golan. « Nous sommes tous choqués par Donald Trump qui continue d'essayer de donner ce qui

ne lui appartient pas à (l'Etat) raciste d'Israël : d'abord Al Qods (nom arabe de Jérusalem, ndlr), maintenant le Golan », a écrit Mohammad Javad Zarif, le ministre des Affaires étrangères iranien sur son compte Twitter, en marge d'une réunion de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à Istanbul.

Le secrétaire général de la **Ligue arabe**, Ahmed Aboul Gheit, a affirmé, pour sa part, que les propos de Donald Trump étaient « totalement en dehors du droit international ». La Ligue arabe a suspendu la Syrie en 2011, dès la première année du conflit civil syrien.

L'Egypte, proche de l'administration Trump, a réaffirmé dans un communiqué sa position selon laquelle « le Golan syrien est un territoire arabe occupé » et son annexion « nulle et non avenue » au regard du droit international. Elle a souligné la nécessité de respecter les résolutions de l'ONU s'agissant de « l'inadmissibilité de l'acquisition de terres par la force », sans faire directement allusion aux propos de Trump.

Pour sa part, l'Union Européenne a affirmé ne pas reconnaître la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan. « La position de l'UE n'a pas varié », a dit à Reuters une porte-parole de l'UE. « L'Union européenne, conformément au droit international, ne reconnaît pas la souveraineté d'Israël sur les territoires occupés par Israël depuis juin 1967, parmi lesquels les hauteurs du Golan, et ne considère pas qu'ils font partie du territoire israélien », a-t-elle ajouté.

23 mars 2019

<https://www.elwatan.com/edition/international/propos-de-trump-sur...>

ISRAËL AU SECOURS DE L'ARABIE SAOUDITE ?

Par Bob WOODWARD

Dans une longue étude parue au plus fort de l'affaire Khashoggi, Bob Woodward étudie les raisons de l'implication de Netanyahu au côté de l'Arabie Saoudite, son engagement pour la défense des intérêts commerciaux de l'industrie israélienne, pour que les pays arabes souscrivent au « *plan de paix* » américain, mais aussi les risques qu'il prendrait si tout tournait mal pour MBS. (...)

La réaction israélienne à l'affaire Kashoggi

Dès que l'annonce de l'attentat contre la vie de Khashoggi est devenue officielle, Netanyahu a affiché sa position. Certes, ce meurtre était « *horrible* », mais il était « *très important pour la stabilité du monde et de la région que l'Arabie saoudite reste stable* ». Depuis, le Premier ministre israélien n'a jamais nié avoir fait le siège du Président américain pour le persuader de ne pas lâcher le prince héritier saoudien. Il n'a sans doute pas eu trop d'efforts à faire pour y parvenir, mais il a fallu deux jours pour que Trump adopte une attitude calquée sur les propos de Netanyahu. Entre-temps, une grande délégation de chrétiens évangéliques avait rendu visite à la famille royale saoudienne à Riyad. L'organisateur du voyage était un Israélien et, juge Haaretz, « *ce fait n'est pas une coïncidence* ».



Le prince Mohammed Ben Salman (MBS)

Pourquoi ce soutien israélien indéfectible à MBS ? Le calcul fait par Netanyahu a été quasi spontané - et il s'est heurté à peu d'opposition interne (ni dans la coalition gouvernementale, ni dans l'armée, ni dans les forces de sécurité). Netanyahu a jugé que l'axe stratégique érigé avec l'Arabie saoudite devait être préservé quel qu'en soit le coût (un coût qu'il a jugé, là encore, faible). (...)

Ce faisant, Netanyahu conforte certes son lien avec l'administration Trump, mais il accroît aussi l'isolement d'Israël - dans l'opinion américaine en général et dans l'opinion juive américaine en particulier. « *Comme les démocrates, beaucoup de républicains se sentiront écœurés*

par le spectacle d'un leader israélien menant un lobbying pour excuser un dictateur arabe d'avoir commis un meurtre », écrit un chroniqueur du Washington Post. (...)

L'offensive de charme israélienne vis-à-vis des pays arabes

Jusqu'ici, la liste des « *succès* » récents de Netanyahu en direction de pays musulmans, essentiellement les monarchies du Golfe, apparaissait spectaculaire. Or, elle devait beaucoup à la relation nouée avec Riyad. Même après l'assassinat de Kashoggi, le premier ministre israélien a effectué une visite dans le sultanat d'Oman. Et il a reçu celle, en Israël, du président tchadien Idriss Deby, qu'il a présentée comme « *historique* ». En Israël, Deby a déclaré « *mener un combat commun contre le mal répugnant de ce siècle : le terrorisme* ». Et toute la communauté diplomatique israélienne bruisse du prochain « *coup* » annoncé, qui devrait finaliser la relation que Netanyahu a engagée avec Omar El-Béchir, au pouvoir depuis 30 ans au Soudan (une relation dans laquelle le royaume wahhabite joue, là encore, un rôle important). On notera au passage qu'en matière de « *mal répugnant* », ces deux chefs d'État en connaissent un morceau : El-Béchir fait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité émis par la Cour pénale internationale ; et Déby lui-même a été accusé de violations des droits humains et crimes de guerre.

Une motivation : vendre des armes

À tous ses nouveaux amis, Netanyahu entend vendre des armes et, surtout, il se fait auprès d'eux le commis voyageur des sociétés israéliennes, devenues des championnes mondiales du cyberespionnage, et qui leur proposent les matériaux et la formation adéquate de personnels pour contrôler leurs populations, à commencer par leurs oppositions. C'est la poursuite de cette offensive diplomatique et commerciale

israélienne vers le monde arabo-sunnite que l'affaire Khashoggi risque de mettre en péril. Ainsi, lundi 3 décembre, l'opposant saoudien Omar Abdelaziz, qui était très proche de Jamal Khashoggi, a déposé une plainte à Tel-Aviv contre la cyberfirme israélienne NSO pour avoir fourni à l'Arabie saoudite, avec l'accord des autorités israéliennes, le matériel de détection téléphonique qui a permis aux séides de MBS de suivre ses conversations avec Khashoggi jusqu'à son assassinat. (...)

Netanyahu, cependant, ne semble pas disposer d'une solution de rechange

La préservation de son lien avec Trump et de son influence sur l'administration américaine détermine toute sa stratégie. Elle vise à démontrer, en particulier, qu'il est possible de bâtir des liens durables avec les plus importants des régimes arabes environnants, sans être perturbé par la question palestinienne. Or, quel que soit son avenir personnel, on peut déjà se demander si MBS, même s'il conserve les rênes du pouvoir, sera encore en mesure d'aider Trump et Netanyahu à amener les Palestiniens à résipiscence. Son implication désormais avérée, dans l'assassinat de Jamal Khashoggi, rend l'avancement de cette fata morgana qu'est devenu le fameux « *plan de paix* » américain au Proche-Orient encore plus improbable. On peut difficilement imaginer que MBS, dans la position de faiblesse dans laquelle il se trouve, y compris au sein de l'espace sunnite où il affronte déjà des adversaires peu enclins à lui céder (la Turquie d'Erdoğan au premier chef), revienne à sa vieille idée de régler la question palestinienne en faisant rendre gorge à Mahmoud Abbas dans ce qui lui reste d'ambitions nationales. Il apparaîtrait, dès lors, définitivement l'otage de ses deux « *patrons* » qui ont tant fait pour lui sauver la mise : Trump et Netanyahu. (...)

12 décembre 2018

Source : <http://decryptnewsonline.OverBlog.com/2018/12/israel-au-secours-de-l-arabie-saoudite.html>



Le 20 février 2019

Monsieur l'Académicien,

Monsieur Alain FINKIELKRAUT
Académicien
C/o Académie française
23 Quia de Conti
75270 PARIS Cedex 06

C'est tant en mon nom personnel qu'au nom du « *Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient* » que je vous adresse cette lettre.

Je ne voudrais pas être le dernier à vous dire combien nous avons été outrés par les attaques abjectes, les propos haineux, anti-sémites, tenus à votre encontre l'autre soir, par un certain nombre de voyous, parmi les « *gilets jaunes* ». Ce n'était certes pas faire honneur à notre pays !

Nous sommes pour notre part de ceux qui ont toujours lutté, et continuerons de lutter, contre l'antisémitisme. Mais, nous sommes aussi de ceux qui refusent l'amalgame antisionisme = antisémitisme, car nous sommes contre la politique sioniste des dirigeants israéliens.

Sur Europe 1, dimanche, vous avez évoqué la nécessaire « *pression à faire aussi bien du côté palestinien que du côté israélien pour les faire asseoir à la table des négociations* ». Très bien. Mais vous avez ajouté que, pour cela, il fallait contraindre Israël à « *démanteler un certain nombre* » de ce que vous appelez des « *implantations* », que nous appelons, avec la quasi totalité de la communauté internationale, des colonies – sauf, bien sûr, le fidèle allié étasunien ! Non, la totalité des « *implantations* », dont celles autour ou dans Jérusalem-Est.

Vous avez aussi ajouté « *Je pense que les Palestiniens ont droit à un Etat (certes !), j'espère simplement que c'est encore ce qu'ils veulent* » ! Là, très sincèrement, les bras m'en sont tombés. Le peuple palestinien attend la paix depuis plus de 51 ans. pour ne pas dire 70. Mais les dirigeants israéliens - aujourd'hui les plus à droite de l'Histoire d'Israël, vous le savez aussi bien que moi - profitant de leur impunité, par la lâcheté de l'Occident, dont notre pays, sans oublier celle des Etats arabes, la leur refusent. Tout autant que l'Etat de Palestine, proclamé le 15 novembre 1988, par le Conseil National Palestinien, reconnu par 138 Etats, entré à L'UNESCO en 2011, à l'Assemblée générale de l'ONU en 2012 et à la Cour pénale internationale en 2015.

Vous vous déclarez ouvertement « *inquiet pour l'avenir d'Israël* ». De l'Israël national -sioniste ? Avec juste raison ! D'un Israël démocratique, légitimé par la reconnaissance de son voisin aujourd'hui occupé ? Non.

Veillez agréer, Monsieur l'Académicien, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Me Maurice Buttin, président du CVPR PO
Secrétariat 54 rue des Entrepreneurs 75015



Le 24 février 2019

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

OBJET : Lettre ouverte - Antisémitisme/ Antisionisme

Monsieur le Président de la République,

Je m'adresse à vous, une nouvelle fois, en mon nom et au nom du « *Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient* » que je préside.

Je tiens à vous dire tout d'abord combien nous souscrivons à vos propos, lors du dîner du CRIF, à l'encontre des antisémites et de l'antisémitisme renaissant dans notre pays, qu'il faut combattre.

En revanche, vous avez repris ce que vous aviez dit à Benyamin Netanyahu lors de son passage à Paris en 2017 : « *Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme* ». La présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine (40 associations) et celles-ci avaient alors protesté contre cet amalgame.

Personnellement, je vous avais adressé une lettre ouverte « *Vous avez tort, Monsieur le Président !* » Naïvement, j'avais ajouté que vous aviez dit cela « *sans doute dans le but de faire plaisir au Premier ministre israélien* » - taxé « *d'antisémite* » par Jean-François Khan, jeudi soir sur LCI, en tous cas, l'ami des dirigeants antisémites notoires des pays de l'Europe centrale.

Vous récidivez ! Ce n'est pas à vous, Monsieur le Président, que je rappellerai la maxime de Saint Augustin « *Errare humanum est, perseverare diabolicum* ».Et, pas un mot sur le peuple palestinien occupé, opprimé, humilié !

Stéphane Hessel, Ambassadeur de France, écrivait déjà dans « *Libération* », le 30 avril 2008, au retour d'un séjour en Palestine occupée : « *Depuis quarante ans l'Etat d'Israël a perdu (sa) légitimité en bafouant, jusqu'ici impunément, les principes, valeurs et accords inscrits dans la Charte des Nations Unies, qu'il est censé respecter en tant que membre de l'organisation qui lui a donné naissance. (...) Pour les Juifs qui ont fait confiance à un Etat pour assurer leur avenir, quand se réveilleront-ils de leur sommeil pour s'apercevoir qu'ils ont été trahis ?* »

Alors, Stéphane Hessel antisémite lui aussi ? Etre antisioniste, ce n'est pas agir contre Israël, comme le prétendent ses thuriféraires du CRIF, mais pour Israël.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'assurance de notre considération attristée.

*Le Chef de Cabinet
du Président de la République*

Maître Maurice BUTTIN
Avocat honoraire
Président du Comité de vigilance pour une
paix réelle au Proche-Orient
54 RUE DES ENTREPRENEURS
75015 PARIS

Paris, le 14 MARS 2019

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu la correspondance destinée au Président de la République que vous avez souhaité me faire parvenir.

Le Chef de l'État, à qui je n'ai pas manqué de faire part de votre démarche, m'a confié le soin de vous en remercier et de vous assurer de l'attention avec laquelle il en a pris connaissance.

Dans un contexte de résurgence inquiétante de l'antisémitisme, caractérisé par des actes inqualifiables perpétrés dans plusieurs villes de France ces dernières semaines, notre peuple a exprimé avec force sa solidarité avec nos compatriotes juifs et son refus de s'habituer à l'inacceptable. Collectivement, nous avons la responsabilité de faire rempart à cette haine d'avant-garde qui précède toujours un cortège d'autres rejets et exclusions.

Comme l'a rappelé le Président de la République lors du 75^{ème} anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv', ainsi qu'à l'occasion du dîner du CRIF le 20 février dernier, nous ne saurions ignorer que derrière l'antisionisme se cache bien souvent l'antisémitisme.

Pour cette raison, le Chef de l'Etat a annoncé que la France mettrait en œuvre la définition de l'antisémitisme adoptée par l'alliance internationale pour la mémoire de la Shoah. Comme il a tenu à la préciser, il ne s'agit ni de modifier notre code pénal, ni d'empêcher ceux qui veulent critiquer la politique israélienne de le faire. La position française s'agissant de la situation au Proche-Orient et de la nécessité d'une solution à deux Etats, Israël et Palestine, vivant côte à côte en paix et en sécurité, est, par ailleurs, constante et connue.

A travers cette mise en œuvre, Monsieur Emmanuel MACRON porte, en revanche, l'ambition résolue de préciser et raffermir les pratiques de nos forces de l'ordre, de nos magistrats, de nos enseignants, de leur permettre de mieux lutter contre ceux qui cachent derrière le rejet d'Israël la négation même de l'existence de ce pays, derrière la contestation d'un Etat la haine de l'autre en raison de sa religion.

La lutte contre l'antisémitisme sous toutes ses formes est un combat consubstantiel à notre pacte républicain, nécessaire à notre cohésion nationale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

François-Xavier LAUCH

Je constate la nouvelle formulation du Président de la République. Il ne s'agit plus de « Antisionisme = anti sémitisme », mais que « Derrière l'antisionisme se cache bien souvent l'antisémitisme » ce qui est parfois exact, et non « bien souvent ».

Je vous souhaite une excellente année 2019. Puissiez-vous entretenir la flamme de ce combat éprouvant mais tellement juste. Je trouve votre publication toujours aussi bien renseignée et agréable à lire même si elle évoque une énorme injustice.

Pierre Blanc, rédacteur en chef de Confluences Méditerranée (Iremmo).

Encore un grand et important travail pour faire connaître la situation des Palestiniens aux franchis.

Irène STEINERT

Merci pour ce cadeau de nouvel an avec un document aussi dense que riche de ses multiples apports (même si je n'ai fait que parcourir dans un premier temps) Cadeau que je me permets de faire suivre dans notre réseau local. Très bonne année à toi bien-sûr et que perdure ce beau "Courrier du CVPR"

J.M. BEAUMIER

Merci pour ce nouveau numéro du « *Courrier du CVPR* », témoin de ton indéfectible engagement pour les causes qui nous paraissent justes.

Mustapha MAJDI

Dans ce N°, la raison des arguments en faveur des droits des Palestiniens est argumentée et reconnue, et difficilement contestable - Ce sont souvent des responsables politiques "officiels" qui énoncent les

raisons incontestables et nécessaires à savoir de l'injustice coloniale - et qui sont "supposés" convaincre nos officiels français.

Démarche incontournable et indispensable (...) - Ce qui manque et que je trouverais intéressant - mais peut-être cela dépasserait-il les limites du "Courrier du CVPR", et en amont de la Raison du droit et de la Justice, ce sont des textes qui pourraient "toucher" et transmettre (au tout venant) la "réalité" d'une vie sous occupation coloniale - à travers des témoignages du dedans autour des réalités à la fois quotidiennes par un habitant de la Palestine occupée (Gaza, Cisjordanie, Jérusalem et en Israël), politiques (comme l'avait fait le Dr Jamal Zahalka), sociales et administratives (comme l'avait fait Mme Nada Awad) lors du colloque de décembre 2017 du CVPR-PO, ou psychologiques (comme le fait la Dr Samah Jabr - témoin précieux des ravages psychiques) - ce ne sont que des exemples.

Par ailleurs, une sorte d'anthropologie comparative des apartheid (Afrique du Sud/Palestine) serait très judicieuse - mais là je dépasse largement les objectifs du CVPR...?

Comment transmettre au tout venant (et pas seulement à des convaincus et aux officiels), une actualité de la tragédie palestinienne - entendable ? Nous savons par d'autres expériences de la transmission du tragique (génocides arménien, juif) que les témoignages de l'intérieur de ces catastrophes, pourraient

être recevables et peut-être mobilisatrices. Avec mes respects pour votre ténacité.

Wadad Kochen ZEBIB

Le chemin est long, peut-être en impasse, tant que les consciences juives de chez nous seront sous l'emprise des sionistes. (NDLR : pas toutes !).

C'est vers eux qu'il faudrait conjuguer nos efforts. Mais comment contrer ces fanatiques "sûrs d'eux-mêmes" ?

On critique la population allemande qui "savait" les camps... Nos journalistes, qui savent les injustices au Proche-Orient et en Palestine, ne disent mot : timidité, culpabilité, couardise ...

Gonzague HUTIN - Paris

Grâce à mon voyage en 2017 en Palestine/Israël et les échanges - entre autres - avec CVPRPO, j'ai été choquée par toute cette injustice et misère et me sens proche de vous.

D'origine allemande, ma famille, notamment mon frère aîné (né 1936) a œuvré pour réparer l'irréparable du 3e Reich, en cherchant, retrouvant parfois après des années de recherche, et se liant de profonde amitié avec des survivants de la shoa et leurs enfants aux Etats Unis. Actuellement nous participons avec tant d'autres aux souvenirs des assassinés par la pose des « pierre d'achoppement » (= *Stolpersteine*) devant leur ancien domicile en Allemagne

Quelle stratégie de voir que 2 générations après ces horreurs sous Hitler, l'Etat d'Israël lui-même recommence !

Maria BOURGEOIS - Toulouse

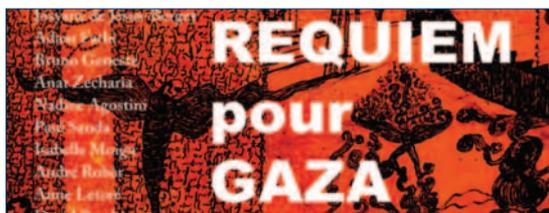
Le jour même où j'eus l'occasion de voir le film "SAMOUNI ROAD" de Stefano Savona, documentaire implacable, non partial, tragédie par moments bouleversante vécue et subie par la famille Samouni, in fine pleine d'espérance par cette fête joyeuse lors du mariage d'un parent, j'ai reçu d'un ami une lettre d'où j'extraits :

Merci Maurice de m'avoir ouvert les yeux, au travers du "Courrier du CVPR", sur les conditions de vie des Palestiniens. C'est toujours une grande peine pour moi de voir des victimes reproduire, directement ou indirectement, les mêmes injustices et provoquer les mêmes souffrances que celles qu'elles ont subies.

La diffusion publique de documentation et de témoignage est essentielle. Vous avez donné notamment donné la parole à des citoyens israéliens hostiles à la colonisation et à l'écrasement des Palestiniens. Ayant été moi-même insoumis pendant la guerre d'Algérie et ayant soutenu toutes les luttes anticolonialistes et anti-discriminatoires, je les considère comme des frères de conviction et de choix. Quoi qu'on pense du Proche Orient, il n'y a actuellement qu'un seul pouvoir sur les territoires contrôlés par Israël. Son gouvernement est donc responsable de toutes les violations des droits de l'homme qu'il commet, favorise ou encourage. Ce choix politique est contraire à l'intérêt à long terme du peuple israélien. Dans le reste du monde et en particulier en Europe, il y a un travail de distinction et de clarification à faire, auquel le CVPR-PO participe

Jacques Joubert. Nîmes

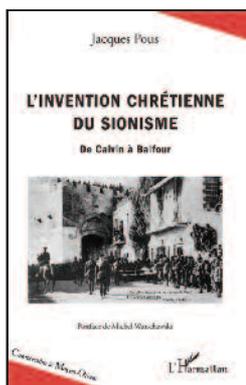
CVPR-PO: Association 1901, fondée par Béréa Adli-Bloch
Président d'Honneur
Professeur Jacques Milliez.
Président : **Me Maurice Buttin.**
Vices Présidents :
Francis Blanchet, Jean Francheteau, Pierre Lafrance
Secrétaire générale :
Hasna Abid.
Trésorier :
Henri Marchal
Directeur de la publication :
Maurice Buttin
Rédacteur en chef :
Francis Blanchet
Secrétariat :
54, rue des Entrepreneurs, 75015 PARIS
CCP 41 675 48 J La Source.
Courriel : **maurice.buttin@orange.fr**



REQUIEM POUR GAZA, collectif de 30 poètes, Préface D'ADONIS, 2018

“Requiem pour Gaza” est un recueil d’un collectif de 30 poètes de différentes origines qui ont décidé qu’il leur fallait dire avec leur instrument – les mots – l’insupportable injustice faite aux Palestiniens, à commencer par ceux vivant dans le ghetto de Gaza, et la cruauté qui leur est infligée.

Ce livre est né de notre volonté commune de ne pas rester sans voix face au massacre de Gaza de mai 2018. Projet né au début de l’été 2018, il s’est concrétisé au cours du Festival Voix Vives de Sète. Plus d’une trentaine de voix parmi les plus profondes, de la France au Moyen-Orient, d’est en ouest, font entendre leur indignation face à l’épuration ethnique à bas bruit subie par les Palestiniens aujourd’hui. Le sort réservé aux habitants de Gaza, après Plomb durci, Opération Rempart, et le massacre de mai 2018, oblige à opposer à la violence et au racisme une parole de paix, un grand OUI à la vie, un grand NON à la mort. Sous l’égide du grand poète arabe et universel Adonis, qui préface ce recueil, les poètes s’unissent pour opposer leur poésie aux paroles et actes mortifères du gouvernement israélien actuel.



L'INVENTION CHRÉTIENNE DU SIONISME

DE CALVIN À BALFOUR

Jacques POUS, 2018

La barbarie des fondamentalismes détruit et extermine. À la fois dégénérescentes sur le plan culturel, perverses sur le plan théologique, terrifiantes sur le plan politique, les nouvelles idéologies religieuses recrutent toujours plus de membres.

C’est en historien et enquêteur qu’Antoine Fleyfel cherche à comprendre la logique de ces systèmes doctrinaux, dans quels contextes ils ont vu le jour, et leur développement jusqu’en ce début de XXI^e siècle. Il nous mène tout droit au cœur de la grande machinerie infernale du Great Awakening de la Bible Belt, aux États-Unis ; du Goush Émounim et ses rejetons sionistes en Israël ; du mouvement salafiste et wahhabite des origines jusqu’aux organisations terroristes Al-Qaïda et État islamique.



MAIN BASSE SUR ISRAËL. NETANYAHOU ET LA FIN DU RÊVE SIONISTE

Jean Pierre FILIU, 2019

Israël va vivre en 2019 des élections d’une importance capitale. Les pères fondateurs du sionisme auraient pourtant bien de la peine à se retrouver dans l’actualité israélienne, marquée par les scandales à répétition et des polémiques d’une brutalité inouïe. Le grand artisan de ce détournement est Benyamin Netanyahou, en passe de battre le record de longévité de David Ben Gourion à la tête du gouvernement de l’État hébreu.

Jean-Pierre Filiu éclaire ce processus de régression démocratique par une réflexion historique sur le sionisme. Dans ce livre qui fera date, il démontre la manière dont les thèses longtemps minoritaires de Zeev Jabotinsky (1880-1940) se sont imposées en lieu et place du travaillisme des pionniers d’Israël. Il décrit comment cette main basse sur Israël s’accompagne aujourd’hui de la fin du rêve sioniste : Netanyahou a choisi de s’appuyer sur les religieux ultraorthodoxes contre toutes les

autres familles du judaïsme ; il n’hésite pas à jouer aux États-Unis les fondamentalistes chrétiens contre la communauté juive ; il va jusqu’à encourager, comme en Hongrie, des campagnes à relent antisémite.

Un autre Israël demeure néanmoins possible, mais il lui faudra se réconcilier avec lui-même et avec la diaspora avant de rouvrir l’horizon de la paix avec ses voisins arabes.



LA SURVIE DES JUIFS EN FRANCE 1940 – 1944

Jacques SEMELIN, 2018

Comment et pourquoi 75 % des juifs ont-ils échappé à la mort en France sous l’Occupation, en dépit du plan d’extermination nazi et de la collaboration du régime de Vichy ? Comment expliquer ce taux de survie inédit en Europe, dont les Français ont encore peu conscience ?

Jacques Semelin porte un regard neuf et à hauteur d’homme sur les tactiques et les ruses du quotidien qui ont permis aux persécutés d’échapper aux rafles et déportations. Au-delà du contexte international et des facteurs géographiques, politiques, culturels, il montre que les juifs ont trouvé en France un tissu social complice pour les aider, surtout à partir de l’été 1942, malgré l’antisémitisme et la délation.

Entre arrestations et déportations d’une part, gestes d’entraide et pratiques de solidarité d’autre part, ce livre est tout sauf une histoire édulcorée des quelque 220 000 juifs toujours en vie en France à la fin de l’Occupation. C’est une histoire au plus près des réalités quotidiennes des persécutés juifs, français et étrangers, illustrée par les trajectoires d’individus ou de familles, dont le lecteur suit l’évolution de l’avant-guerre aux années noires.



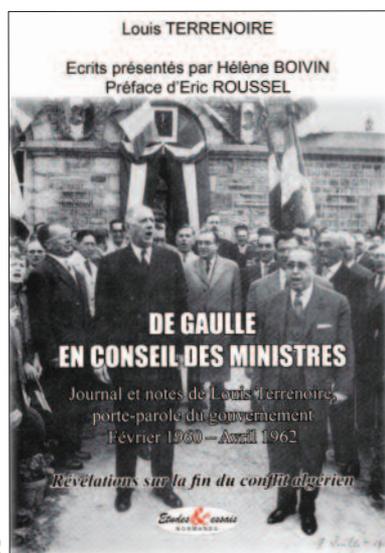
UNE THÉOLOGIE PALESTINIENNE DE LA LIBÉRATION

BIBLE ET JUSTINE DANS LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Naïm Ateek, 2019

Quelle place pour l'Ancien Testament dans la foi chrétienne aujourd'hui, lui qui comprend des passages prônant un nettoyage ethnique ou faisant l'apologie d'un Dieu vengeur ? Surtout en Palestine, où la foi est confrontée à un contexte de vie difficile, de violence, d'expropriation et d'occupation depuis la Nakba (catastrophe) vécue en 1948 lors de la création de l'État d'Israël. Père d'une Théologie palestinienne de la libération, Naïm Ateek rappelle que le Christ aussi a vécu sous occupation étrangère et démontre que ces options d'exclusion ont déjà été critiquées et dépassées à l'intérieur de l'Ancien Testament lui-même. La référence ultime à l'aune de laquelle l'ensemble de l'Ancien Testament sera jugé est ce que Naïm Ateek appelle l'herméneutique du Christ et de l'amour qu'il vit et proclame. Le Centre œcuménique Sabeel, dont l'auteur est un des initiateurs, demande la justice, dans une stratégie de non-violence.

Elle seule permettra la paix et la réconciliation. L'ouvrage, très accessible, permet de comprendre les interrogations des chrétiens de Palestine dans la multitude de leurs Églises et dans un environnement qui a tout pour les mener au désespoir. Il propose des pistes nouvelles porteuses d'espérance et ouvertes sur un avenir possible, en Terre Sainte comme dans le reste du monde.



DE GAULLE EN CONSEIL DES MINISTRES

RÉVÉLATIONS SUR LA FIN DU CONFLIT ALGÉRIEN

Louis TERRENOIRE, 2018

Eclairé par l'introduction et les annotations d'Hélène Boivin, cet ouvrage constitue ainsi un document d'une valeur historique exceptionnelle en cette année 2018 qui célèbre le 60ème anniversaire du retour du général de Gaulle au pouvoir. En plus du processus de paix élaboré pour l'Algérie dans la confidentialité du Conseil des ministres, cette publication fournit un éclairage complémentaire sur la politique de la France de cette époque au regard des relations internationales (Europe, Cuba, Berlin, Congo) et des mutations économiques et sociales.

Comment De Gaulle a-t-il pu, malgré le déchirement de l'opinion, conduire le pays à la décolonisation de l'Algérie en exigeant comme préalable absolu de passer par les urnes ? C'est cet exploit que l'on peut mieux cerner par ce livre présentant des documents inédits et de première main. Il retrace, dans l'intimité des confidences livrées par De Gaulle à son compagnon Louis Terrenoire, porte-parole du gouvernement, la

progression du processus de paix. Chaque semaine, en effet, durant les vingt-six mois qui ont précédé les accords d'Evian, Louis Terrenoire consignait tout ce qui s'échangeait au Conseil des ministres.

Plusieurs centaines de pages manuscrites : des annotations prises sur le vif qui ont d'autant plus d'intérêt qu'elles n'étaient pas destinées à être lues. A partir de ces notes, Louis Terrenoire rédigeait un journal plus personnel.

Le CVPR PO a besoin de votre soutien financier. Les adhésions (15 euros pour les étudiants et chômeurs, 50 euros cotisation simple, 80 euros cotisation pour un couple) sont nécessaires à la poursuite de notre action. Les dons sont évidemment les bienvenus.

**Dons ou adhésions par chèque à l'ordre du CVPR PO à adresser à
Me Maurice Buttin, 54 rue des Entrepreneurs - 75015 Paris**